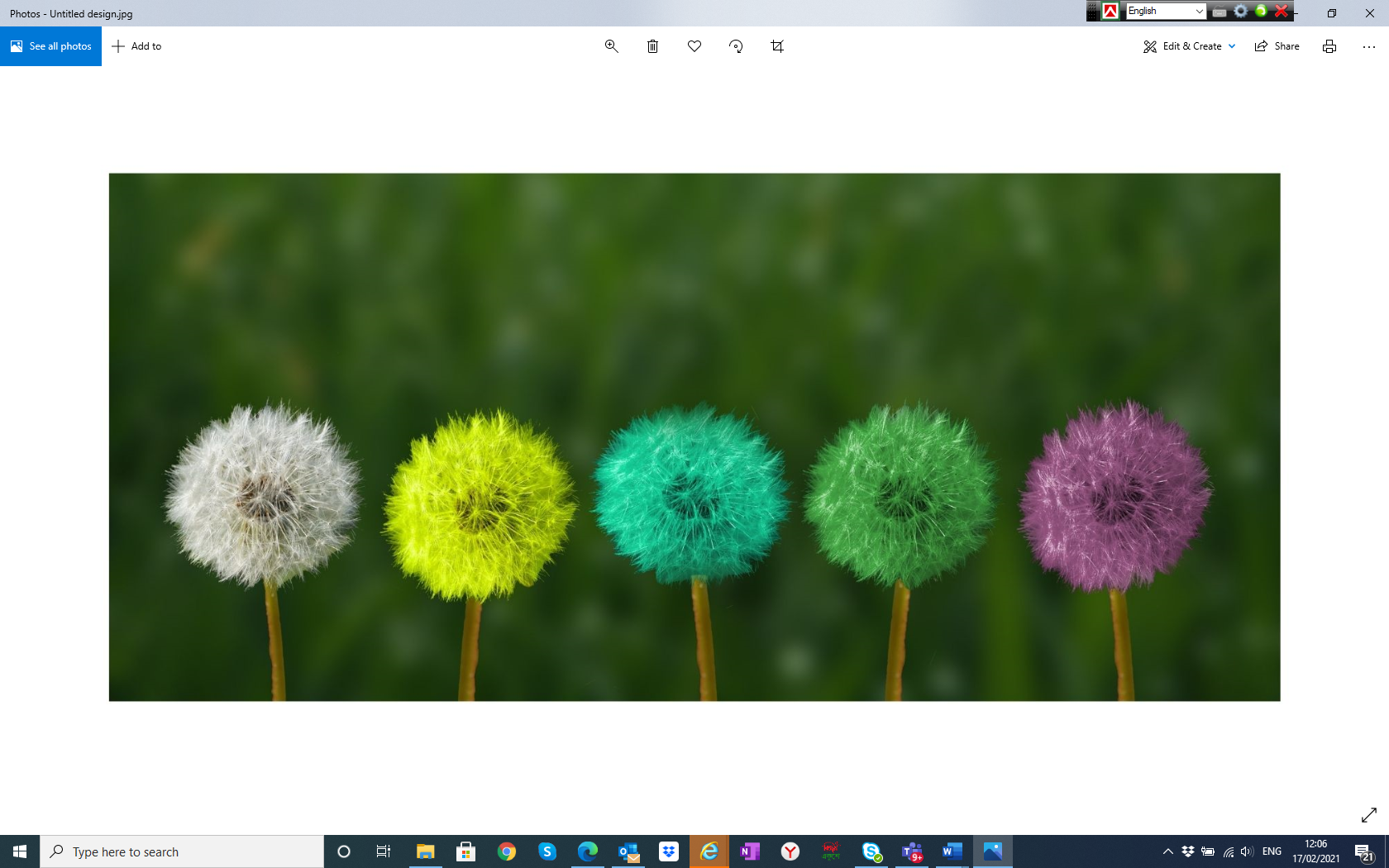


**iCAT sur l’audit de conformité**

 Un outil d'évaluation des besoins de mise en œuvre des ISSAI

Version 1, Février 2021

Initiative de Développement de l’INTOSAI (IDI)

www.idi.no

iCAT sur l’audit de conformité

# Table des matières

1. A propos de l’iCAT sur l'audit de conformité 4
2. Utilisation de l'iCAT sur l'AC dans l'évaluation des besoins de mise en œuvre des ISSAI par l'ISC 6
3. Compréhension de l'outil iCAT sur l'AC 7
4. Comment utiliser l'outil iCAT sur l'AC 11
5. Outil iCAT sur l'AC 14

6 Guide de l'iCAT sur l'AC : Explication des exigences de la norme ISSAI 4000 pour compléter

l'outil iCAT 26

1. Rédaction du rapport d’iCAT sur l'AC 50

# Liste des abréviations

ARABOSAI Organisation arabe des institutions supérieures de contrôle des finances publiques

AC audit de conformité

CREFIAF Conseil Régional de Formation des Institutions Supérieures de Contrôle des Finances Publiques d’Afrique Francophone Subsaharienne

iCAT Outil d'évaluation de la conformité aux normes ISSAI

IDI Initiative de développement de l'INTOSAI

INTOSAI Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques

ISSAI Normes internationales des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques

OLACEFS Organisation des institutions supérieures de contrôle des finances publiques d'Amérique latine et des Caraïbes

ISC Institutions supérieures de contrôle des finances publiques

# Déclaration qualité concernant l'iCAT sur l'Audit de Conformité - L'Outil d'évaluation de la conformité aux normes ISSAI, Version 1 (8 Juin 2021)

L'objectif des Présidents de l'INTOSAI et le document commun de l'IDI sur « l’Assurance qualité des biens publics de l'INTOSAI qui sont élaborés et publiés en dehors des procédures régulières » identifient trois niveaux d'assurance qualité, comme suit:

|  |
| --- |
| **ASSURANCE QUALITÉ DES BIENS PUBLIQUES DE L'INTOSAI ELABORÉS ET PUBLIÉS EN DEHORS DE LA PROCÉDURE RÉGULIÈRE – Niveaux d'assurance qualité**  **Niveau 1** : Produits qui ont été soumis à des procédures d'assurance qualité équivalents à la procédure régulière de l'INTOSAI, y compris une période prolongée d'exposition transparente au public (90 jours).  **Niveau 2** : Produits qui ont été soumis à des procédures d'assurance qualité plus limitées impliquant des parties prenantes extérieures à l'organisme ou au groupe de travail responsable de l'élaboration initiale des produits. Les procédures d'assurance qualité peuvent, par exemple, comprendre des essais pilotes, des tests et des sollicitations de commentaires de la part des principales parties prenantes, sans toutefois aller jusqu'à une exposition complète au public pendant 90 jours.  **Niveau 3** : Produits ayant fait l'objet de mesures rigoureuses de contrôle de qualité au sein de l'organisme ou du groupe de travail responsable de leur élaboration. |

Différents niveaux d'assurance qualité peuvent être appropriés pour différents BPM. Ce BPM a été élaboré selon le niveau 1 d'assurance qualité.

**Protocole d'assurance qualité : Version 2.0**

Le Protocole d’assurance qualité (AQ) des Biens publics mondiaux (BPM) de l’IDI définit les mesures visant à garantir la qualité sur la base des trois niveaux d'assurance qualité ci-dessus. Pour l'assurance qualité niveau 1, ces mesures comprennent: l’approbation par le Conseil de l’IDI de créer les BPM; la formation d'une équipe compétente de développement de produits; l’examen par des experts externes à l'équipe de développement; la modification basée sur l'examen; la relecture; l’édition et la traduction du document par des personnes compétentes; son exposition au public pendant une durée de 90 jours / consultation avec les parties prenantes concernées représentant les points de vue de la plupart des régions, la plupart des modèles d'audit, les pays développés et en développement, et du point de vue des organismes mondiaux; les modifications apportées au document sur la base des commentaires reçus lors de l'exposition au publique; et les approbations concernant la Version 1 du BPM.

**Mises à jour de ce BPM**

Pour s'assurer que ce BPM reste pertinent, l’IDI entreprendra une révision majeure de l’iCAT sur l'Audit de Conformité chaque fois que des modifications seront apportées dans les ISSAI en matière d'audit de conformité. Des révisions majeures suivront le Protocole d’assurance qualité de l’IDI. En outre, des revues donnant suite à de légers changements seront effectués selon besoin. Ces légères revues ne seront pas soumises à ce Protocole.

Ce BPM appartient au flux de travail des ISC Professionnelles de l'IDI, qui est responsable de la maintenance de ce GPG.

**Processus d'examen d’assurance qualité**

Shourjo Chatterjee (Unité de soutien stratégique, IDI) a entrepris un examen d’AQ du processus suivi pour l’élaboration du présent BPM par rapport à la version 2.0 du protocole QA. L’examinateur d’AQ connaît le protocole d’AQ de l’IDI concernant l’AQ à l’égard des BPM et n’a pas participé à l’élaboration du BPM. Ce processus d’examen d’AQ est conçu pour fournir à toutes les parties prenantes l’assurance que l’IDI a appliqué les mesures de contrôle de qualité énoncées ci-dessus, conçues pour répondre au niveau d'assurance qualité 1.

**Résultats de l'examen d'assurance qualité**

L'examen de l'assurance qualité du processus suivi pour élaborer le présent BPM a permis de conclure que le Protocole a été suivi comme requis pour le niveau d'assurance qualité 1 à tous les égards.

**Conclusion**

A l’issue de l’examen d’AQ, l’IDI assure les utilisateurs du présent Bien public mondial (BPM) que ce document a été soumis à un processus d’assurance qualité correspondant à la Procédure régulière du Cadre des déclarations professionnelles de l'INTOSAI (IFPP), y compris une longue période d’exposition transparente au public.

Einar Gørrissen

Directeur général

Initiative de développement de l'INTOSAI

8 juin 2021

1. A propos de l’iCAT sur l'audit de conformité

**Contexte**

L'IDI a d'abord élaboré l'iCAT (Outil d'évaluation de la conformité aux ISSAI) sur l’Audit de conformité en 2012, dans le cadre de l'Initiative de mise en œuvre des ISSAI (Programme 3i). La première version de l'iCAT était basée sur l’ISSAI 4000 approuvée en 2010. Plus tard, en 2016, l'INTOSAI a approuvé la nouvelle ISSAI[[1]](#footnote-1) 4000 sur l'audit de conformité, qui fait autorité en la matière. La nouvelle ISSAI 4000 a intégré des changements significatifs par rapport aux précédentes ISSAI sur l'audit de conformité.

L'IDI a également tiré des leçons importantes en aidant les ISC à utiliser l’iCAT relatif à l’AC au cours du premier cycle du Programme 3i, et a adopté un protocole concernant l'assurance qualité des biens publics mondiaux de l'IDI (2019). Cette version de l’iCAT relatif à l’AC a été révisée, en tenant compte des changements dans les normes applicables, des leçons apprises et des exigences d'assurance qualité concernant les biens publics mondiaux de l'IDI.

**Quel est le but de l’iCAT relatif à l’AC?**

L'IDI a élaboré l’iCAT relatif à l’AC pour aider les ISC à évaluer leurs besoins en matière de mise en œuvre des ISSAI sur les audits de conformité. Lorsqu'une ISC décide de mettre en œuvre les ISSAI, elle doit généralement commencer le processus par une cartographie de ses pratiques d’audit actuelles. Après s'être assurée de la nature des pratiques d'audit, l'ISC peut utiliser l’iCAT relatif à l’AC pour déterminer les besoins en vue d'une conformité totale aux ISSAI, si elle dispose d'une pratique d'audit de conformité. Si l'ISC n'a pas de pratique d'audit de conformité, l’iCAT relatif à l’AC n'est pas applicable.

**Comment cette version de l'outil iCAT a-t-elle été élaborée?**

L'IDI a suivi son Protocole pour l'Assurance qualité de ses Biens publics mondiaux V2.0[[2]](#footnote-2) concernant l’élaboration de l’iCAT relatif à l’AC. La section 6 du protocole, Conversion de produits existants en un Bien public mondial, détermine la procédure à suivre pour assurer la qualité de cette version de l'iCAT. Cette version est une mise à jour de l'iCAT sur l'audit de conformité publié en 2012. En tant que bien public mondial de l'IDI, ce produit a été élaboré conformément aux exigences du Protocole pour l'Assurance qualité des Biens publics mondiaux de l'IDI.

Une équipe d’élaboration de produit, composée d'ISC de différentes régions de l'INTOSAI et du personnel de l'IDI, a élaboré la première version de cet iCAT. Un groupe d'experts en vérification de la conformité du Secrétariat du sous-comité de vérification de la conformité (ISC d'Inde), l’ISC de Lituanie, l’ISC de Norvège, l’ISC d'Afrique du Sud et l’ISC des Maldives ont révisé de manière indépendante le Projet de Version 0 de l'iCAT. Après la revue des experts en vérification de la conformité, la Version 0 a été finalisée et placée sur le site Internet de l'IDI pour une exposition publique pendant 90 jours.

Au cours de cette période, l'IDI a informé les parties prenantes concernées de la disponibilité de la Version 0 sur le site Internet de l'IDI et a demandé leurs réactions et commentaires. Les parties prenantes impliquées dans le processus comprennent les ISC, les facilitateurs en matière d’ISSAI et les auditeurs engagés dans l'initiative de mise en œuvre des ISSAI de l'IDI. Les autres parties prenantes qui ont été consultées sont le Secrétariat général de l'INTOSAI, les régions de l'INTOSAI, le Comité des normes professionnelles de l'INTOSAI, le Sous-comité des audits de conformité de l'INTOSAI, le Comité de partage des connaissances de l'INTOSAI, les personnes ressources et les experts de l'IDI, ainsi que la communauté des bailleurs.

Dans le même temps, l'IDI a traduit la Version 0 de l'iCAT en espagnol, en arabe et en français et l'a placée sur le site Internet de l'IDI pour une exposition publique. L'IDI a envoyé l'iCAT traduit aux secrétariats régionaux de l'OLACEFS, de l'ARABOSAI et du CREFIAF afin de le diffuser auprès des ISC de ces régions pour recueillir leurs commentaires.

L'IDI prend note des précieux commentaires qu'elle a reçus des parties prenantes sur l'exposition de la version 0. Ces commentaires sont dûment intégrés et ont été très utiles pour améliorer l'iCAT et développer la Version 1. Un tableau de disposition indiquant les commentaires reçus et les mesures prises à leur égard est également publié avec cette Version 1. La Version 1 de l'iCAT remplaçant désormais la Version 0, l’IDI retire la Version 0 de l'iCAT à la date de publication de la Version 1.

**Sections du présent guide d'iCAT sur l'AC**

Ce guide comprend sept sections, dont la présente section sur l’iCAT relatif à l’AC. La section 2 explique comment l'ISC peut utiliser l'outil iCAT dans son processus d'évaluation des besoins de mise en œuvre des ISSAI. La section 3 décrit le format et les éléments de l'outil iCAT. La section 4 fournit des conseils sur la manière dont les équipes des ISC peuvent mener l'iCAT en utilisant de l'outil. La section 5 est l'outil iCAT relatif à l’AC, qui contient toutes les exigences de la norme ISSAI 4000. La section 6 comprend des explications et des conseils sur toutes les exigences de la norme ISSAI 4000 couvertes par l'outil iCAT.

Nous recommandons aux équipes des ISC qui conduiront l'iCAT de lire l'explication d'une exigence particulière (fournie dans la section 6) afin de comprendre les concepts sous-jacents et les questions à prendre en compte lors de l'évaluation. L'équipe peut également suivre les conseils fournis pour évaluer la situation de l'ISC en ce qui concerne les exigences particulières des ISSAI et décider si ces exigences sont mises en œuvre ou non dans la pratique d'audit de conformité de l'ISC.

La section 7 concerne la rédaction du rapport iCAT après avoir rempli l'outil iCAT. Le rapport iCAT doit permettre à l'ISC de prendre en compte les besoins identifiés de mise en œuvre des ISSAI et de développer une stratégie et un plan d'action pour progresser vers la pleine conformité aux ISSAI dans le cadre des audits de conformité.

1. Utilisation de l’iCAT relatif à l’AC dans l'évaluation des besoins de mise en œuvre des ISSAI par l'ISC

La mise en œuvre des ISSAI au sein de l'ISC est souvent un processus technique plutôt qu'un processus administratif. Le processus commence par la décision stratégique de l'ISC de mettre en œuvre les ISSAI. Ensuite, l'ISC doit prendre des mesures pour mettre en œuvre les ISSAI dans son processus d’audit, étape par étape. L'iCAT est un outil essentiel à utiliser dans le processus de mise en œuvre des ISSAI par l'ISC. Pour déterminer les besoins de mise en œuvre des ISSAI, l'ISC doit comparer sa pratique d’audit, les lignes directrices et la méthodologie pertinentes avec les ISSAI respectives. Pour cela, l'ISC doit d'abord cartographier son univers d'audit en fonction des trois types d'audit : financier, de performance et de conformité. Pour effectuer une évaluation des besoins, l'IDI recommande un processus de cartographie étape par étape, comme indiqué ci-dessous.

En analysant son mandat et ses pratiques d’audit actuelles par rapport à ce mandat, l'ISC peut identifier les types d’audit qu'elle effectue. En même temps, l'ISC détermine les attentes de ses parties prenantes. A ce stade, l'ISC évalue sa position par rapport à l'impact de l’audit (y compris le genre et l'inclusion), l'engagement des parties prenantes et le contexte local, qui sont essentiels pour évaluer les besoins d'une pratique d’audit robuste qui apportera une valeur ajoutée.

Sur la base de son mandat, des pratiques existantes et des attentes des parties prenantes, l'ISC peut décider si elle souhaite mettre en œuvre les ISSAI d'un type d’audit donné et si elle dispose des ressources nécessaires à cette fin.

**La relation entre l'iCAT et l'évaluation des besoins de mise en œuvre des ISSAI**

Une fois que l'ISC estime qu’elle dispose des ressources nécessaires à la mise en œuvre des ISSAI, elle doit déterminer les besoins de mise en œuvre de la méthodologie d'audit pour un type particulier d'audit, par exemple l'audit de conformité. L'ISC doit comparer sa méthodologie d'audit de conformité actuelle avec les exigences de la norme ISSAI 4000 (étape 4 du processus de cartographie ci-dessus). L'ISC peut y parvenir en appliquant l'iCAT sur l'audit de conformité.

Le résultat de l'utilisation de l'outil iCAT relatif à l’AC révélera l'état des pratiques d'audit de conformité de l'ISC, et sur cette base, l'ISC élaborera une stratégie répondant aux besoins de mise en œuvre des ISSAI en matière d'audit de conformité. Cette approche peut faciliter la progression de l'ISC vers la pleine conformité aux ISSAI.

L'outil iCAT relatif à l’AC est expliqué dans la section suivante.

1. Compréhension de l'outil iCAT relatif à l’AC

L'outil iCAT relatif à l’audit de conformité est conçu pour aider l'équipe d'évaluation des besoins à déterminer si l'ISC a mis en œuvre les exigences de la norme ISSAI 4000 et, dans le cas contraire, quels sont les besoins en matière de mise en œuvre. Les exigences de la norme ISSAI dans iCAT sont alignées sur la norme ISSAI 100, les principes fondamentaux de l’audit du secteur public, et la norme ISSAI 400, les principes fondamentaux de l’audit de conformité. La structure de l’iCAT relatif à l’AC met en correspondance les pratiques d'audit de conformité de l'ISC avec les exigences générales de l'ISSAI 4000 relatives à l’audit de conformité et avec les exigences liées au processus d'audit de conformité.

La section 5 de ce document comprend l'outil iCAT relatif à l’AC complet. Les équipes des ISC qui réaliseront l'évaluation des besoins peuvent utiliser l'outil iCAT. L'outil iCAT comporte six colonnes, comme indiqué ci-dessous.

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Exigences de la norme ISSAI 4000 | L'exigence est-elle mise en œuvre dans la pratique d'audit? | Si **OUI** : Expliquez comment cette exigence est mise en œuvre dans la pratique d’audit de l'ISC. | Si **NON** : Déterminer les efforts de mise en œuvre nécessaires. | Si **NON** : Expliquez comment répondre au(x) besoin(s) spécifique(s) de mise en œuvre de l'exigence. | Si **non pertinent** : Expliquer la raison pour laquelle l'exigence n'est pas pertinente. |
| Colonne I | Colonne II | Colonne III | Colonne IV | Colonne V | Colonne VI |

**Colonne I - Exigences de la norme ISSAI 4000**

Cette colonne comprend le numéro de référence de la norme ISSAI 4000 et l'énoncé de l'exigence. La référence de l’ISSAI indique le numéro de paragraphe de l'exigence dans le document ISSAI 4000 ; par exemple, la première exigence est ISSAI 4000/45.

La norme ISSAI 4000 contient des exigences obligatoires et leurs explications. Les exigences sont les conditions minimales nécessaires à la réalisation d'un audit de haute qualité et sont présentées sous la forme d'énoncés impératifs à l’aide du mot « doit ». Le mot « doit » indique qu'une phrase doit être comprise comme une « exigence » lorsque l'ISC utilise les ISSAI comme norme d'audit faisant autorité (et lorsque l'ISC fait référence aux ISSAI dans ses rapports d'audit). Les déclarations impératives comportant « doit » indiquent généralement les objectifs que l'auditeur doit atteindre ou les conditions qu'il doit prendre en compte.

Chaque exigence de la colonne I est accompagnée d'une explication. Lors de l'utilisation de l'outil iCAT, l'équipe peut se référer à l'explication de l'exigence pour comprendre les concepts et les éléments sous-jacents de l'exigence.

**Colonne II - L'exigence est-elle mise en œuvre dans la pratique d'audit?**

L'équipe iCAT doit vérifier, dans les fichiers d'audit de l'échantillon, si une exigence est mise en œuvre ou non. L'équipe peut choisir l'une des trois options suivantes :

**Oui** : Sur la base de la situation de l'exigence dans les dossiers d'audit, si l'équipe constate qu'elle est mise en œuvre dans la pratique, elle sélectionne « Oui ». Dans ce cas, l'équipe doit expliquer dans la colonne III comment l'exigence est mise en œuvre dans la pratique d'audit de l'ISC, avec des preuves et des documents de référence.

**Non :** Si l'équipe constate que l'exigence n'est pas mise en œuvre dans la pratique, elle sélectionne « Non ». Cela signifie que l'ISC doit faire des efforts pour mettre en œuvre cette exigence particulière. Les besoins spécifiques doivent découler de l'évaluation de l'exigence dans les dossiers d'audit et de la documentation disponible. La colonne IV fournit une liste de domaines suggérés dans lesquels l'ISC peut entreprendre des efforts de mise en œuvre pour se conformer à l'exigence.

**Non pertinent :** Certaines exigences peuvent ne pas être pertinentes pour l'évaluation spécifique ; par exemple, les exigences liées au suivi des audits récents. Dans ce cas, l'équipe doit sélectionner « Non pertinent ».

**Colonne III - Si OUI : Expliquer comment cette exigence est mise en œuvre dans la pratique d’audit de l'ISC.**

Si une exigence particulière est mise en œuvre dans la pratique, elle ne nécessite aucun effort de mise en œuvre de la part de l'ISC. Cependant, pour considérer qu'une exigence est mise en œuvre dans la pratique, l'équipe iCAT doit disposer de éléments probants suffisants et appropriés indiquant que les auditeurs respectifs ont suivi la méthodologie et se sont conformés aux procédures et directives pertinentes concernant l'exigence. L'équipe doit également s'assurer que la pratique d'audit de conformité de l'ISC répond à l'exigence. Cela signifie que l'exigence doit être mise en œuvre dans l'échantillon d'audits sélectionnés pour l'évaluation, et pas seulement dans un seul audit de conformité.

**Colonne IV - Si NON : Déterminer les efforts de mise en œuvre requis**

Si la conclusion relative à une exigence spécifique est que des efforts de mise en œuvre sont nécessaires, l'équipe iCAT choisira le ou les domaines dans lesquels la situation doit être améliorée. Les domaines sont énumérés ci-dessous, ainsi que des explications sur la façon d'analyser et de décider que des efforts de mise en œuvre sont nécessaires.

1. La politique de l'ISC

La politique fait référence aux principes ou aux règles de la direction générale pour guider la prise de décision au sein de l'ISC et atteindre les résultats et les effets souhaités décrits dans l'exigence. Une politique est un outil permettant de mettre en pratique les décisions. Ces outils définissent ce que l'auditeur doit faire dans la pratique. Si l'ISC a formulé une politique répondant à l'exigence concernée et présentant toutes les caractéristiques nécessaires, l'exigence est respectée. Un effort de mise en œuvre est nécessaire lorsqu'il n'y a pas de politique en place, ou lorsque la politique ne présente pas les caractéristiques décrites dans l'exigence. Il peut également y avoir une politique, mais elle peut manquer d'éléments clés qui rendent la pratique non conforme aux normes.

1. Les ressources humaines de l’ISC

Choisissez cette option si l’exigence montre que les insuffisances résident dans la gestion des ressources humaines de l'ISC. Il peut s'agir, par exemple, d'un manque de ressources, d'une forte rotation du personnel ou de problèmes de gestion.

1. Systèmes et autres ressources de l'ISC

Choisissez cette option si l'ISC présente des lacunes en matière de systèmes et d'autres ressources (par exemple, financières) pour se conformer à une exigence particulière. Par exemple, l'ISC a besoin d'un logiciel d'audit automatisé pour aider l'équipe à réaliser un échantillonnage de population important et à analyser les informations générées par l'entité ou l'ISC ne dispose pas de ressources financières et logistiques suffisantes pour aider l'équipe à réaliser un audit de manière objective et indépendante. Un effort de mise en œuvre est nécessaire si l'ISC ne peut pas disposer de ces ressources.

1. Compétence de l'équipe

Choisir cette option si les membres de l'équipe d'audit ne sont pas compétents pour satisfaire l'exigence ou si l'ISC n'a pas formé son personnel dans ce domaine. L'ISC doit tenir compte des compétences de l'équipe pour se conformer à l'exigence. L'équipe doit avoir collectivement les compétences nécessaires pour réaliser l'audit. Un effort de mise en œuvre est nécessaire lorsqu'il n'y a pas de gestion appropriée des ressources humaines pour s'assurer que des auditeurs compétents réalisent les audits.

1. Gestion, supervision et contrôle de la qualité d’audit

Il s'agit de toute intervention de la direction (par exemple, supervision, revue et examen du contrôle de la qualité) destinée à fournir une assurance raisonnable que l'exigence est satisfaite conformément aux normes pertinentes et aux exigences légales et réglementaires applicables. L'ISC doit faire un effort de mise en œuvre lorsque les responsabilités concernant la supervision, la revue et l'examen du contrôle de la qualité n'existent pas, et/ou qu'ils ne sont pas suffisants pour fournir une assurance raisonnable quant à la réalisation de la qualité souhaitée de l'exigence.

1. Méthodologie d'audit

Choisir cette option lorsque l'équipe iCAT constate que la méthodologie d'audit de l'ISC ne couvre pas l'exigence. Par conséquent, l'équipe d'audit n'a pas satisfait à cette exigence lors de l'audit. Un effort de mise en œuvre est nécessaire pour mettre à jour et réviser la méthodologie.

1. Mise en œuvre de la méthodologie d'audit

Le mécanisme de mise en œuvre guide l'auditeur dans l'application pratique de la méthodologie d'audit et montre comment l’auditeur peut accomplir la tâche particulière requise par la norme. Le mécanisme peut revêtir la forme d'un modèle, d'un processus, d'un outil ou d'un document qui répond à l'exigence. L'équipe vérifie si un mécanisme de mise en œuvre permettant de répondre à l'exigence pertinente est en place et s'il présente toutes les caractéristiques nécessaires. Un effort de mise en œuvre est nécessaire lorsqu'un mécanisme de mise en œuvre est en place, mais qu'il ne présente pas toutes les caractéristiques nécessaires, que la mise en œuvre n'est pas cohérente ou qu'aucun mécanisme de mise en œuvre n'est en place.

1. Documentation d'audit

Il doit y avoir une documentation adéquate (sur papier ou en format électronique) concernant l'exigence qui garantit qu'une personne non impliquée dans l'audit est en mesure de comprendre les décisions prises par l'auditeur. Idéalement, l'ISC identifie les domaines dans lesquels une documentation est nécessaire concernant une exigence et s'assure que la documentation qui existe est complète, opportune et cohérente. Un effort de mise en œuvre est nécessaire lorsque la documentation relative à l'exigence est partielle ou non complète, cohérente et opportune, ou lorsqu'il n'y a pas de documentation.

1. Communication

La communication fait référence au flux d'informations dans l'ISC, qui dirige les auditeurs sur le terrain et alimente les fonctions de gestion. La communication est plus qu'un simple mécanisme de transmission ou le passage d'un message. Elle doit confirmer la compréhension des questions d'audit par toutes les parties. Elle doit garantir que les informations pertinentes concernant l'exigence sont communiquées à toutes les parties concernées (subordonnés, pairs, responsables, tiers, parties prenantes) de manière cohérente, et qu'il existe une compréhension commune de ces informations, ce qui conduit à une interprétation cohérente. Un effort de mise en œuvre est nécessaire lorsque les informations relatives à l'exigence ne sont pas complètes, qu'il n'y a pas de compréhension commune à son sujet ou que le niveau de compréhension ne conduit pas à une interprétation cohérente.

1. Collaboration avec les parties prenantes

L'équipe de l'ISC doit contacter, consulter et communiquer avec les différents groupes ou organisations pour satisfaire une exigence. Une partie prenante est définie (dans l'INTOSAI-P 12/3) comme une personne, un groupe, une organisation, un membre ou un système qui peut affecter ou être affecté par les mesures, les objectifs et les politiques des entités gouvernementales et du secteur public. L'ISC doit faire un effort de mise en œuvre si elle n'assure pas le suivi avec les utilisateurs et ne collabore pas avec les parties prenantes tout au long du processus d’audit et ne communique pas les résultats aux parties prenantes, comme les médias ou la société civile. Dans certains cas, une exigence peut demander un retour d'information de la part des parties prenantes pour mettre en œuvre les recommandations d’audit.

Autres (non inclus dans la liste): Si l'équipe identifie d'autres domaines qui ne figurent pas dans la liste ci-dessus, ils peuvent être développés ici.

**Colonne V - Si NON : Expliquez comment répondre au(x) besoin(s) spécifique(s) de mise en œuvre concernant l'exigence**

Après avoir déterminé le(s) domaine(s) spécifique(s) des efforts de mise en œuvre dans la colonne IV, l'équipe doit élaborer sur la manière de traiter ces domaines. Dans la colonne V, l'équipe peut suggérer ce que l'ISC pourrait faire, concernant les domaines identifiés, afin de garantir la conformité à l'exigence de l'ISSAI dans ses futurs audits. L'équipe doit identifier les raisons du non- la conformité à l'exigence. Comme mentionné précédemment, la détermination de la cause réelle de la non-conformité nécessitera une analyse détaillée des informations recueillies. Si nécessaire, l'équipe doit effectuer un travail supplémentaire pour identifier toutes les causes pertinentes de non-conformité.

Cette colonne, ainsi que la colonne III, peuvent constituer la base des recommandations du rapport iCAT. L'équipe peut recommander, par exemple, sur la base de la situation constatée et de ses causes, le cas échéant, de mettre à jour la politique ou de réviser une partie spécifique de la méthodologie, de mettre à jour le modèle, d'ajouter du matériel dans la formation des auditeurs, d'allouer les ressources humaines appropriées ou de renforcer la fonction de contrôle de la qualité.

**Colonne VI - Si Non pertinent : Expliquez pourquoi l'exigence n'est pas pertinente**

Lorsque l'équipe détermine qu'une exigence particulière n'est pas applicable ou n'est pas pertinente concernant l'audit de conformité en cours d'évaluation, elle en documente la justification dans cette colonne. Par exemple, les ISC dotées de pouvoirs juridictionnels sont habilitées à exercer leur jugement et à prendre des décisions concernant les agents publics responsables de comptes non conformes. Il y a des exigences de la norme ISSAI (par exemple, la norme ISSAI 4000/170) ne sont applicables qu'aux ISC dotées de pouvoirs juridictionnels. De plus, les exigences relatives aux missions d'attestation d'audit de conformité ne sont pas applicables lorsque la mission est une mission d’établissement de rapport direct (par exemple, ISSAI 4000/218). Il est essentiel de documenter la base du choix de cette option. Cela peut réduire le risque que des exigences pertinentes soient négligées par l'équipe.

1. Comment utiliser l'outil iCAT relatif à l’AC

Cette section guide le processus d'utilisation de l'outil iCAT. Elle explique l'équipe appropriée pour mener l'iCAT, les étapes de l'iCAT et les considérations pour accomplir l'iCAT de manière efficace.

**Qui peut utiliser l'outil iCAT relatif à l’AC?**

Il est de bonne pratique qu'une équipe plutôt qu'un individu utilise l'iCAT. Nous recommandons à l'ISC de former une équipe composée d'auditeurs de conformité qui, collectivement, possèdent les compétences requises par les normes ISSAI. L'équipe doit posséder des connaissances en matière de conception de la recherche, de techniques d'investigation, de capacité d'analyse, de compétences en matière de rédaction et de communication, de créativité, de cadre de conformité du secteur public et de règles et règlements.

Il est avantageux pour l'ISC que certains membres de l'équipe aient une formation de gestionnaire afin d'avoir une bonne vue d'ensemble de l'organisation et une influence sur les initiatives de mise en œuvre ultérieures. Outre les membres qui ont une bonne compréhension des questions relatives aux ISC, nous recommandons que l'équipe comprenne également des membres qui sont familiers avec les pratiques d'audit pertinentes telles que définies par les ISSAI et telles que pratiquées dans l'ISC.

**Soutien de la haute direction générale**

La réalisation de l'iCAT dépend entièrement de la collaboration de la direction générale de l'ISC, qui est impérative dans le processus de mise en œuvre des ISSAI. La direction de l'ISC peut assurer un suivi proactif de l'état d'avancement du processus d'évaluation et répondre aux besoins ou aux défis de l'équipe iCAT. La direction de l'ISC peut également s'assurer que l'équipe iCAT dispose des ressources et des compétences nécessaires pour mener à bien l'iCAT. La direction de l'ISC doit examiner le rapport de l'iCAT et prendre les mesures nécessaires pour mettre en œuvre les recommandations.

**Comment utiliser l'outil iCAT relatif à l’AC**

L'utilisation de l'outil iCAT relatif à l'AC implique la planification, la collecte de données pour remplir le tableau iCAT relatif à l'AC et la rédaction d'un rapport basé sur les résultats.

**Planification de l’iCAT relatif à l'AC**

Comme tout autre projet, la réalisation de l’iCAT relatif à l'AC nécessite des ressources telles que des personnes, des fonds, de la logistique et du temps. La meilleure pratique consiste à ce que l'équipe iCAT prépare un plan d'action détaillant les étapes, les besoins en ressources et les risques liés à chaque étape. L'équipe doit également reconnaître et gérer les risques qui surviennent au cours du processus. L'équipe sélectionnera l'échantillon d'audits qui servira de base pour remplir l'outil iCAT. L'ISC doit s'assurer que des mesures adéquates sont mises en place pour le contrôle de la qualité à différentes étapes du processus iCAT afin d'atteindre le résultat souhaité.

Sélection d'un échantillon d'audits pour couvrir la pratique d'audit

Pour évaluer les besoins de mise en œuvre des ISSAI, l'équipe iCAT doit sélectionner des échantillons d'audits dans son univers d'audits de conformité. L'équipe iCAT peut choisir les missions d'audit les plus récentes afin de s'assurer que l'évaluation reflète les pratiques d'audit actuelles. L'échantillon de missions d'audit sélectionné doit représenter la pratique globale d'audit de conformité de l'ISC, couvrant les différentes divisions fonctionnelles, départements et régions géographiques de l'ISC. En d'autres termes, l'échantillon choisi doit être typique. L'équipe iCAT peut stratifier les échantillons en conséquence (par exemple, par divisions fonctionnelles ou départements) et effectuer l'évaluation séparément afin de parvenir à une conclusion uniforme et cohérente sur les besoins de mise en œuvre.

Définition des procédures

L'équipe iCAT peut utiliser l'outil iCAT (section 5) dans chaque audit de conformité de l'échantillon pour identifier les besoins en matière de mise en œuvre des ISSAI.

Pour pouvoir appliquer l'outil, l'équipe iCAT peut être amenée à utiliser différents types de procédures de collecte de données. La définition des procédures utilisées pour recueillir les données se fait au cours de la phase de planification du processus d’iCAT.

**Collecte de données pour compléter l’iCAT relatif à l'AC**

Lors de la collecte des données pour réaliser l'iCAT, nous recommandons à l'équipe d'utiliser une variété de techniques de collecte de données comme les groupes de discussion, les entretiens, la revue documentaire, les enquêtes et l'observation. La technique choisie doit convenir à la collecte d'informations valides et pertinentes pour évaluer les besoins de mise en œuvre des ISSAI. Par exemple, si l'équipe veut vérifier le degré de mise en œuvre d'une politique, il ne suffit pas d'interroger des personnes ; l'équipe devra examiner la documentation étayant la mise en œuvre. Il est également important de recueillir des informations sur les causes ou les raisons des actions de mise en œuvre des ISSAI par l'ISC ou de leur absence.

Lors de la réalisation de l'iCAT, l'équipe peut utiliser une ou plusieurs des techniques suivantes pour recueillir des données:

* Observation des processus et procédures, des activités et des tâches d'audit.
* Revue documentaire (dossiers de travail, manuels d'audit, législation pertinente)
* Entretiens avec le personnel de différents niveaux de l'ISC
* Groupes de discussion

Nous recommandons également d'obtenir la contribution des parties prenantes externes, par exemple, les entités contrôlées, les membres du parlement, la société civile et les organisations à but non lucratif, le cas échéant.

Approche participative

Nous recommandons un processus consultatif pour la réalisation de l'iCAT. L'équipe iCAT doit consulter un échantillon représentatif du personnel de l’ISC à différents niveaux (équipe d'audit, autres auditeurs, superviseurs, directeurs, cadres supérieurs). Nous recommandons à l'équipe de prendre également en compte les points de vue des parties prenantes externes et leurs besoins. Cela aidera l'équipe iCAT à comprendre la pratique des audits de conformité et la valeur ajoutée de ces derniers. L'implication des parties prenantes va de la fourniture d'informations ou d'opinions à la participation à la prise de décisions sur les besoins et les priorités. Bien que l'équipe iCAT soit petite, l'implication d'un plus grand nombre de personnes conduira à une plus grande appropriation et à un processus iCAT plus robuste et efficace. Si la direction de l'ISC peut assurer l'appropriation du processus au stade de l'iCAT, les étapes ultérieures d’élaboration et de mise en œuvre de la stratégie concernant les ISSAI seront mieux acceptées au sein de l'ISC.

Documentation

L'équipe iCAT doit systématiquement documenter tous les documents de travail et les preuves qu'elle génère en remplissant l'outil iCAT. Une documentation adéquate (par exemple, les outils de collecte de données utilisés pour recueillir les informations) aide l'équipe à rédiger le rapport de l'iCAT et est nécessaire pour illustrer les conclusions de l'iCAT pour la direction de l'ISC. En outre, une documentation adéquate servira de modèle aux futures équipes iCAT qui mèneront des exercices similaires.

**Rédaction du rapport d’iCAT relatif à l'AC**

Le processus ne se termine pas lorsque l'équipe iCAT remplit l'outil iCAT. L'outil fournira des informations qui seront analysées et permettront de tirer une conclusion sur les pratiques d’audit de l'ISC. Ces conclusions seront incluses dans le produit final d'une mission d’iCAT, le rapport d’iCAT.

Le rapport contiendra un résumé du processus d’iCAT et un aperçu des pratiques d'audit de conformité existantes de l'ISC par rapport à la norme ISSAI 4000. Le rapport identifiera également les domaines dans lesquels des efforts de mise en œuvre sont nécessaires pour rendre la méthodologie d'audit de conformité de l'ISC totalement conforme à la norme ISSAI.

Le rapport conclura sur les besoins de mise en œuvre de la norme ISSAI à différentes étapes des audits de conformité et fournira des recommandations basées sur l'analyse causale.

Nous recommandons à l'équipe iCAT de commencer à rédiger le rapport et de décider de sa structure tout en appliquant l'outil iCAT. Nous recommandons également de convenir de la structure du rapport iCAT au cours de la phase de planification d'iCAT. La section 7 contient plus d'informations sur le format suggéré d'un rapport iCAT et sur les principes directeurs de sa rédaction.

1. Outil d’iCAT relatif à l’AC
2. Exigences générales en matière d'audit de conformité

| No. | Exigences de la norme ISSAI 4000  (Tenez compte des explications et des conseils fournis à la section 6 pour chaque exigence.) | L'exigence est-elle mise en œuvre dans la pratique d'audit ? (Sélectionnez dans la liste déroulante.) | Si **OUI:**  Expliquez comment l'exigence est mise en œuvre dans la pratique d'audit de l'ISC (avec des preuves et des documents de référence). | Si **NON :**  Déterminez les efforts de mise en œuvre nécessaires. (Sélectionnez dans la liste déroulante.) | Si **NON:**  Expliquer comment répondre au(x) besoin(s) spécifique(s) de mise en œuvre de l'exigence. | Si **Non pertinent:**  Expliquer la raison pour laquelle l'exigence n'est pas pertinente. |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| 1 | ISSAI 4000/45  L'auditeur doit se conformer aux procédures pertinentes relatives à l'objectivité et à l'éthique, qui à leur tour doivent être conformes aux ISSAI connexes sur l'objectivité et l'éthique. | Choose an item. |  | Choose an item. |  |  |
| 2 | ISSAI 4000/48  L'auditeur doit veiller à rester objectif afin que ses constatations et ses conclusions soient impartiales et qu'elles soient perçues comme telles par les tiers. | Choose an item. |  | Choose an item. |  |  |
| 3 | ISSAI 4000/52  L'auditeur doit mettre en œuvre des procédures visant à réduire le risque de produire des conclusions incorrectes à un niveau faible acceptable. | Choose an item. |  | Choose an item. |  |  |
| 4 | ISSAI 4000/58  L'auditeur doit prendre en considération le risque de fraude tout au long du processus d'audit et documenter le résultat de cette évaluation. | Choose an item. |  | Choose an item. |  |  |
| 5 | ISSAI 4000/64  Lorsque l'ISC a la possibilité de choisir l’étendue des audits de conformité, elle doit identifier les domaines qui sont importants pour le ou les utilisateurs prévus. | Choose an item. |  | Choose an item. |  |  |
| 6 | ISSAI 4000/71  L'auditeur doit exercer son jugement professionnel tout au long du processus d'audit. | Choose an item. |  | Choose an item. |  |  |
| 7 | ISSAI 4000/74  Il convient de demander l'avis d'un professionnel lorsque des questions difficiles ou litigieuses sont rencontrées afin de faciliter l'exercice du jugement professionnel. | Choose an item. |  | Choose an item. |  |  |
| 8 | ISSAI 4000/77  L'auditeur doit faire preuve de scepticisme professionnel et garder un esprit ouvert et objectif. | Choose an item. |  | Choose an item. |  |  |
| 9 | ISSAI 4000/80  L'ISC doit assumer la responsabilité de la qualité globale de l'audit afin de garantir que les audits sont réalisés conformément aux normes professionnelles, aux lois et aux règlements applicables et que les rapports sont appropriés aux circonstances. | Choose an item. |  | Choose an item. |  |  |
| 10 | ISSAI 4000/85  L'ISC doit s'assurer que l'équipe d'audit possède collectivement les compétences professionnelles nécessaires pour réaliser l'audit. | Choose an item. |  | Choose an item. |  |  |
| 11 | ISSAI 4000/89  L'auditeur doit préparer une documentation d'audit suffisamment détaillée pour permettre une compréhension claire des travaux effectués, des éléments probants recueillis et des conclusions tirées. L'auditeur doit préparer la documentation d'audit en temps voulu, la tenir à jour tout au long de l'audit et achever la documentation des éléments probants à l'appui des constatations de l'audit avant la publication du rapport d'audit. | Choose an item. |  | Choose an item. |  |  |
| 12 | ISSAI 4000/96  L'auditeur doit communiquer de manière efficace avec l'entité auditée et les responsables de la gouvernance tout au long du processus d'audit. | Choose an item. |  | Choose an item. |  |  |
| 13 | ISSAI 4000/99  Les cas de non-conformité significative doivent être communiqués au niveau approprié de la direction et (le cas échéant) aux personnes responsables de la gouvernance. Les autres questions importantes découlant de l'audit qui sont directement liées à l'entité doivent également être communiquées. | Choose an item. |  | Choose an item. |  |  |

1. Exigences relatives au processus de planification des audits de conformité

| No. | Exigences de la norme ISSAI 4000  (Tenez compte des explications et des conseils fournis à la section 6 pour chaque exigence.) | L'exigence est-elle mise en œuvre dans la pratique d'audit ? (Sélectionnez dans la liste déroulante.) | Si **OUI:**  Expliquer comment cette exigence est mise en œuvre dans la pratique d'audit de l'ISC (avec des preuves et des documents de référence). | Si **NON:** Déterminez les efforts de mise en œuvre nécessaires. (Sélectionnez dans la liste déroulante.) | Si **NON:**  Expliquer comment répondre au(x) besoin(s) spécifique(s) de mise en œuvre de l'exigence. | Si **non pertinent:**  Expliquer la raison pour laquelle l'exigence n'est pas pertinente. |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| 14 | ISSAI 4000/101  L'auditeur doit identifier explicitement le ou les utilisateurs prévus et la partie responsable et prendre en compte l'implication de leurs rôles afin de réaliser l'audit et de communiquer en conséquence. | Choose an item. |  | Choose an item. |  |  |
| 15 | ISSAI 4000/107  Lorsque l'ISC a la possibilité de choisir l'étendue des audits de conformité, l'auditeur doit définir le sujet à mesurer ou à évaluer en fonction de critères. | Choose an item. |  | Choose an item. |  |  |
| 16 | ISSAI 4000/110  Lorsque l'ISC a le pouvoir discrétionnaire de choisir l'étendue des audits de conformité, l'auditeur doit identifier les critères d'audit pertinents avant l'audit afin de fournir une base pour une conclusion/une opinion sur le sujet. | Choose an item. |  | Choose an item. |  |  |
| 17 | ISSAI 4000/121  En fonction du mandat de l'ISC, des caractéristiques du sujet et des besoins des utilisateurs prévus, l'auditeur doit décider si l'audit doit fournir une assurance raisonnable ou limitée. | Choose an item. |  | Choose an item. |  |  |
| 18 | ISSAI 4000/125  L'auditeur doit déterminer l'importance relative afin de constituer une base pour la conception de l'audit, et la réévaluer tout au long du processus d'audit. | Choose an item. |  | Choose an item. |  |  |
| 19 | ISSAI 4000/131  L'auditeur doit avoir une connaissance de l'entité auditée et de son environnement, y compris du contrôle interne de l'entité, afin de pouvoir planifier et exécuter efficacement l'audit. | Choose an item. |  | Choose an item. |  |  |
| 20 | ISSAI 4000/137  L'auditeur doit élaborer et documenter une stratégie et un plan d'audit qui, ensemble, décrivent la manière dont l'audit sera réalisé afin de produire des rapports appropriés aux circonstances, les ressources nécessaires à cet effet et le calendrier des travaux d'audit. | Choose an item. |  | Choose an item. |  |  |

1. Exigences relatives à la mise en œuvre de procédures d'audit pour recueillir des éléments probants

| No. | Exigences de la norme ISSAI 4000  (Tenez compte des explications et des conseils fournis à la section 6 pour chaque exigence.) | L'exigence est-elle mise en œuvre dans la pratique d'audit ? (Sélectionnez dans la liste déroulante.) | Si **DUI:**  Expliquer comment cette exigence est mise en œuvre dans la pratique d'audit de l'ISC (avec des preuves et des documents de référence). | Si **NON:** Déterminez l'effort de mise en œuvre requis. (Sélectionnez dans la liste déroulante.) | Si **NON:**  Expliquer comment répondre au(x) besoin(s) spécifique(s) de mise en œuvre de l'exigence. | SI **Non pertinent:**  Expliquer la raison pour laquelle l'exigence n'est pas pertinente. |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| 21 | ISSAI 4000/144  L'auditeur doit planifier et mettre en œuvre des procédures afin de recueillir des éléments probants suffisants et appropriés pour formuler une conclusion avec le niveau d'assurance sélectionné. | Choose an item. |  | Choose an item. |  |  |
| 22 | ISSAI 4000/153  L'auditeur d'une ISC dotée de pouvoirs juridictionnels doit mettre en œuvre des procédures visant à recueillir des éléments probants suffisants et appropriés concernant la responsabilité de l'agent public qui pourrait être tenu pour responsable de non-conformité/d’actes illégaux. | Choose an item. |  | Choose an item. |  |  |
| 23 | ISSAI 4000/158  L'auditeur doit choisir une combinaison de techniques d'audit pour être en mesure de formuler une conclusion avec le niveau d'assurance sélectionné. | Choose an item. |  | Choose an item. |  |  |
| 24 | ISSAI 4000/170  Dans les ISC dotées de pouvoirs juridictionnels, l'enquête doit être effectuée sous forme écrite lorsque la législation nationale l'exige. | Choose an item. |  | Choose an item. |  |  |
| 25 | ISSAI 4000/172  L'auditeur doit recourir à l'échantillonnage d'audit, lorsque cela est approprié, afin de disposer d'un nombre suffisant d'éléments pour tirer des conclusions sur la population à partir de laquelle l'échantillon est sélectionné. Lorsqu'il conçoit un échantillon d'audit, l'auditeur doit tenir compte de l'objectif de la procédure d'audit et des caractéristiques de la population dont l'échantillon sera tiré. | Choose an item. |  | Choose an item. |  |  |

1. Exigences relatives à l'évaluation des éléments probants et à la formulation des conclusions

| No. | Exigences de la norme ISSAI 4000  (Tenez compte des explications et des conseils fournis à la section 6 pour chaque exigence.) | L'exigence est-elle mise en œuvre dans la pratique d'audit ? (Sélectionnez dans la liste déroulante.) | Si **OUI:**  Expliquez comment l'exigence est mise en œuvre dans la pratique d'audit de l'ISC (avec des preuves et des documents de référence | Si **NON:** Déterminez les efforts de mise en œuvre nécessaires. (Sélectionnez dans la liste déroulante.) | Si **NON:**  Expliquer comment répondre au(x) besoin(s) spécifique(s) de mise en œuvre de l'exigence. | Si **Non Pertinent:**  Expliquer la raison pour laquelle l'exigence n'est pas pertinente. |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| 26 | ISSAI 4000/179  L'auditeur doit comparer les éléments probants recueillis avec les critères d'audit énoncés afin de formuler des constatations d'audit pour la ou les conclusions d'audit. | Choose an item. |  | Choose an item. |  |  |
| 27 | ISSAI 4000/184  Sur la base des constatations d'audit et de l'importance relative, l'auditeur doit conclure si le sujet considéré est, à tous égards importants, conforme aux critères applicables. | Choose an item. |  | Choose an item. |  |  |
| 28 | ISSAI 4000/188  L'auditeur doit communiquer le niveau d'assurance fourni de manière transparente. | Choose an item. |  | Choose an item. |  |  |

1. Exigences relatives aux rapports

| No. | Exigences de la norme ISSAI 4000  (Tenez compte des explications et des conseils fournis à la section 6 pour chaque exigence.) | L'exigence est-elle mise en œuvre dans la pratique d'audit? (Sélectionnez dans la liste déroulante.) | Si **OUI:**  Expliquez comment l'exigence est mise en œuvre dans la pratique d'audit de l'ISC (avec des preuves et des documents de référence). | Si **NON:** Déterminez les efforts de mise en œuvre nécessaires. (Sélectionnez dans la liste déroulante.) | Si **NON:**  Expliquer comment répondre au(x) besoin(s) spécifique(s) de mise en œuvre de l'exigence. | Si **Non pertinent:**  Expliquer la raison pour laquelle l'exigence n'est pas pertinente. |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| 29 | ISSAI 4000/191  L'auditeur doit communiquer la conclusion dans un rapport d'audit. La conclusion peut être exprimée sous forme d'opinion, de conclusion, de réponse à des questions d'audit spécifiques ou de recommandations. | Choose an item. |  | Choose an item. |  |  |
| 30 | ISSAI 4000/202  L'auditeur doit établir un rapport d'audit fondé sur les principes d'exhaustivité, d'objectivité, d'actualité, d'exactitude et de contradiction. | Choose an item. |  | Choose an item. |  |  |
| 31 | ISSAI 4000/210  Le rapport d'audit doit comporter les éléments suivants (mais pas nécessairement dans cet ordre):   1. Titre 2. Identification des normes d'audit 3. Résumé exécutif (le cas échéant) 4. la description du sujet et de l'étendue (étendue et limites de l'audit) 5. Critères d'audit 6. Explication et justification les méthodes utilisées 7. Constatations 8. Conclusion(s) fondée(s) sur les réponses aux questions spécifiques de l'audit ou sur l'opinion 9. Réponses de l'entité auditée (le cas échéant) 10. Recommandations (le cas échéant) | Choose an item. |  | Choose an item. |  |  |
| 32 | ISSAI 4000/218  Le rapport d'audit doit comporter les éléments suivants (mais pas nécessairement dans cet ordre):   1. Titre 2. Destinataire 3. Description des informations sur le sujet et, le cas échéant, le sujet sous-jacent 4. Etendue et limites de l'audit, y compris la période couverte 5. Responsabilités de la partie responsable et de l'auditeur 6. Critères d'audit 7. Identification des normes d'audit et du niveau d'assurance 8. Résumé des travaux effectués et des méthodes utilisées 9. Opinion/conclusion 10. Réponses de l'entité auditée (le cas échéant) 11. Date du rapport 12. Signature | Choose an item. |  | Choose an item. |  |  |
| 33 | ISSAI 4000/221  Dans les ISC dotées de pouvoirs juridictionnels, l'auditeur doit prendre en considération le rôle du procureur ou des personnes chargées de traiter les questions de jugement au sein de l'ISC, et doit également inclure, le cas échéant, les éléments suivants dans les missions d’établissement de rapport direct et d'attestation:   1. L'identification des parties responsables et de l'entité auditée 2. La ou les personnes responsables impliquées et leurs responsabilités 3. L’identification des normes d'audit appliquées dans la réalisation des travaux 4. Les responsabilités de l'auditeur 5. Un résumé des travaux effectués 6. Les opérations et les procédures, etc., qui sont affectées par des actes de non-conformité et/ou d'éventuels actes illégaux. Cela doit inclure, le cas échéant  * Une description de la constatation et de sa cause, * L'acte juridique qui a été enfreint (les critères d'audit), * Les conséquences des actes de non-conformité et/ou des éventuels actes illégaux.  1. Les personnes responsables et leurs explications concernant les actes de non-conformité et/ou les éventuels actes illégaux, le cas échéant. 2. Le jugement professionnel de l'auditeur qui détermine s'il existe une responsabilité personnelle concernant les actes de non-conformité. 3. La valeur de la perte/de l'utilisation abusive/du gaspillage créés et le montant à payer en raison de la responsabilité personnelle. 4. Toute mesure prise par les personnes responsables au cours de l'audit pour réparer la perte/de l'utilisation abusive/du gaspillage créés. 5. Les arguments de la direction sur la non-conformité/les actes illégaux. | Choose an item. |  | Choose an item. |  |  |
| 34 | ISSAI 4000/225  Lors de la réalisation d'audits de conformité, si l'auditeur rencontre des cas de non-conformité qui peuvent être révélateurs d'actes illégaux ou de fraudes, il doit faire preuve de la prudence et du soin professionnels nécessaires et communiquer ces cas à l'organisme responsable. L'auditeur doit veiller à ne pas interférer avec d'éventuelles procédures judiciaires ou enquêtes futures. | Choose an item. |  | Choose an item. |  |  |

1. Exigence liée au suivi

| No. | Exigences de la norme ISSAI 4000  (Tenez compte des explications et des conseils fournis à la section 6 pour chaque exigence.) | L'exigence est-elle mise en œuvre dans la pratique d'audit? (Sélectionnez dans la liste déroulante.) | Si **OUI:**  Expliquez comment l'exigence est mise en œuvre dans la pratique d'audit de l'ISC (avec des preuves et des documents de référence). | Si **NON:** Déterminez les efforts de mise en œuvre nécessaires. (Sélectionnez dans la liste déroulante.) | Si **NON:**  Expliquer comment répondre au(x) besoin(s) spécifique(s) de mise en œuvre de l'exigence. | Si **Non pertinent:**  Expliquer la raison pour laquelle l'exigence n'est pas pertinente |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| 35 | ISSAI 4000/232  L'auditeur doit décider de donner suite aux opinions/conclusions/recommandations relatives aux cas de non-conformité figurant dans le rapport d'audit, le cas échéant. | Choose an item. |  | Choose an item. |  |  |

1. Directives de l’iCAT relatif à l’AC: Explication des exigences de la norme ISSAI 4000 pour remplir l'outil iCAT
   * 1. Exigences générales de l’audit de conformité

| No. | Exigences de la norme ISSAI 4000 | Explication | Conseil |
| --- | --- | --- | --- |
| 1 | ISSAI 4000/45  L'auditeur doit se conformer aux procédures pertinentes relatives à l'objectivité et à l'éthique, qui à leur tour doivent être conformes aux ISSAI connexes sur l'objectivité et l'éthique. | L'auditeur doit faire preuve d'un comportement professionnel et de valeurs éthiques, notamment d'intégrité et d'objectivité, posséder les compétences professionnelles requises et faire preuve de diligence, de confidentialité et de transparence. L'auditeur doit également maintenir son indépendance de fait et d'apparence et la confidentialité à l’égard de toutes les questions d'audit. | * Vérifiez si l'ISC dispose d'un code d'éthique. Si l'ISC en a un, vérifiez comment l'ISC établit des systèmes pour assurer que le personnel se conforme aux exigences éthiques. * Examinez si le département de la gestion des ressources humaines et les départements fonctionnels de l'ISC tiennent compte des exigences éthiques et du comportement professionnel dans le fonctionnement de l'ISC. |
| 2 | ISSAI 4000/48  L'auditeur doit veiller à rester objectif afin que ses constatations et ses conclusions soient impartiales et qu'elles soient perçues comme telles par les tiers. | L'auditeur fait preuve d'objectivité dans la sélection de ses objectifs d'audit et l'identification des critères. L'auditeur doit s'assurer que la communication avec les parties prenantes ne compromet pas l'objectivité de l'ISC.  Le sujet et les critères d’audit peuvent déjà être définis par la législation nationale et/ou par les attributions de l'entité contrôlée. Dans ces cas, une ISC n'aura pas toujours la possibilité d'influencer l'étendue des travaux de contrôle, mais cette restriction n'a pas d'impact sur l'objectivité de l'auditeur.  Les auditeurs doivent éviter toute influence indue et conserver leur objectivité afin que leur travail et leur rapport soient considérés comme impartiaux par des tiers raisonnables et informés. | * Vérifiez si la méthodologie de contrôle de l'ISC couvre les questions d'objectivité et de critères. * Vérifier si les mécanismes de mise en œuvre de la méthodologie décrivent les systèmes, les processus, les outils d'orientation et les modèles pour aider les auditeurs à rester objectifs et à suivre les directives. * Examinez les mécanismes existants de l'ISC pour communiquer avec ses parties prenantes. |
| 3 | ISSAI 4000/52  L'auditeur doit mettre en œuvre des procédures visant à réduire le risque de produire des conclusions incorrectes à un niveau faible acceptable. | Un audit est un processus dans lequel l'auditeur met en œuvre des procédures visant à réduire ou à gérer le risque de parvenir à des conclusions incorrectes, tout en reconnaissant qu'il existe des limites inhérentes à tous les audits. La réduction du risque d'audit comprend l'anticipation des risques possibles ou connus des travaux envisagés et de leurs conséquences, l’élaboration de procédures pour faire face à ces risques au cours de l'audit et la documentation de la nature et de la manière dont ces risques seront traités.  L'auditeur doit évaluer:  a) si l'étendue des travaux réalisés est suffisante, et  b) si les éléments probants sont suffisants et appropriés.  Le risque d'audit dans l'audit de conformité couvre à la fois les missions d'attestation et les missions d’établissement de rapport direct. L'auditeur doit prendre en compte les trois dimensions du risque d'audit : le risque inhérent, le risque de contrôle et le risque de détection.  Concernant les ISC dotées de pouvoirs juridictionnels, les considérations relatives au risque d'audit peuvent inclure les éléments suivants:  a) L'identification des personnes pouvant être tenues pour responsables des actes de non-conformité.  b) L'identification de la période pour laquelle les agents publics peuvent être tenus responsables.  c) Le fait de déterminer si ces actes ont entraîné une perte ou un gaspillage de fonds publics. | * Vérifiez si la méthodologie d'audit de l'ISC prévoit que l'auditeur doit prendre en compte les trois éléments du risque d'audit. * Vérifiez si les mécanismes de mise en œuvre de la méthodologie décrivent les systèmes, les processus, les outils d'orientation et les modèles pour aider les auditeurs à appliquer le modèle de risque d'audit. * Examinez la documentation (sous forme électronique et/ou papier) de l'échantillon sélectionné de dossiers d'audit et vérifiez si l'auditeur a procédé à l'évaluation des risques conformément aux exigences et si les travaux d'audit sont suffisants et comportent les preuves appropriées. |
| 4 | ISSAI 4000/58  L'auditeur doit prendre en compte le risque de fraude tout au long du processus d'audit et documenter le résultat de cette évaluation. | L'auditeur doit identifier et évaluer le risque de fraude, et recueillir des éléments probants suffisants et appropriés relatifs au risque de fraude identifié en concevant et en mettant en œuvre des procédures d'audit appropriées.  Le risque de fraude et l'évaluation de l'importance relative de la fraude sont considérés dans le contexte d'un champ d'application plus large et font partie des facteurs de risque qui sont pris en compte dans l'audit de conformité.  L'auditeur est tenu de faire preuve de scepticisme professionnel tout au long de l'audit et de reconnaître que les procédures d'audit qui sont efficaces pour détecter les erreurs peuvent ne pas l'être pour détecter les fraudes. Lorsqu'un soupçon de fraude a été identifié, l'auditeur prend des mesures pour s'assurer qu'il réagit de manière appropriée en fonction du mandat de l'ISC et des circonstances particulières. | * Vérifiez si la méthodologie d'audit de l'ISC comporte une disposition qui exige l'identification et l'évaluation des risques de fraude et le processus de collecte d’éléments probants liées au risque identifié. * Évaluez si les mécanismes de mise en œuvre de la méthodologie décrivent les processus, les systèmes, les outils et les modèles permettant aux auditeurs d'identifier et d'évaluer les risques de fraude et de mettre en œuvre les procédures de collecte d’éléments probants correspondantes. * Examinez la documentation (sous forme électronique et/ou papier) de l'échantillon sélectionné de dossiers d'audit et vérifiez si l'auditeur a identifié les risques de fraude et développé des procédures d'audit appropriées liées aux risques identifiés. * Évaluez si l'ISC a mis en place un mécanisme pour aider les auditeurs à prendre les mesures appropriées, conformément au mandat de leur ISC, lorsqu'ils soupçonnent une fraude au cours de leur travail. * Examinez la documentation des dossiers d'audit sélectionnés et la manière dont les auditeurs ont réagi aux situations où ils ont soupçonné une fraude pendant leur travail. |
| 5 | ISSAI 4000/64  Lorsque l'ISC a pouvoir discrétionnaire de choisir l'étendue des audits de conformité, elle doit identifier les domaines qui sont importants pour le ou les utilisateurs prévus | Pour les ISC dont le mandat prévoit des audits de conformité, cette exigence n'est pas pertinente  Lorsque l'ISC a le pouvoir discrétionnaire de choisir l'étendue des audits de conformité, elle met en œuvre les procédures nécessaires pour identifier les domaines importants et/ou les domaines présentant un risque potentiel de non-conformité.  Lors de la mise en œuvre de ces procédures, l'auditeur peut tenir compte des intérêts ou des attentes du public, de l'impact sur les citoyens, des projets bénéficiant d'un financement public important, de l'importance de certaines dispositions de la loi, des principes de bonne gouvernance, des infractions potentielles aux lois et autres règlements applicables qui régissent l'activité de l'entité publique, ou de la dette publique, du déficit public et des obligations extérieures.  Lors de l'exécution de ces procédures, l'auditeur peut étudier les propositions budgétaires, les publications, les rapports d'évaluation, etc. L'auditeur peut également assister à des conférences et à des forums de discussion afin de recueillir des informations précieuses qui serviront de base à la sélection des sujets et réduiront le risque d'auditer des domaines à faible risque.  L'auditeur peut souvent être confronté à des exemples de non-conformité dans d'autres types de travaux d'audit réalisés par l'ISC. L'ISC doit disposer d'un mécanisme établi pour signaler ces cas de non-conformité à son processus d'évaluation des risques pour l'année à venir. | * Vérifiez si l'ISC dispose de politiques et de procédures permettant d’identifier les domaines importants afin de déterminer la couverture des audits de conformité. * Vérifiez quels sont les mécanismes internes dont dispose l'ISC pour examiner les questions identifiées concernant la couverture et pour examiner les non-conformités identifiées dans d'autres audits. * Évaluez si l'ISC dispose de mécanismes pour aider les auditeurs à collaborer avec les parties prenantes dans différents forums. |
| 6 | ISSAI 4000/71  L'auditeur doit exercer son jugement professionnel tout au long du processus d'audit. | L'exercice du jugement professionnel est essentiel tout au long du processus d'audit. Le recours au jugement professionnel signifie que les auditeurs appliquent leurs connaissances, leurs compétences, leur formation et leur expérience collectives tout en prenant des décisions à différents stades de l'audit. Cela permet aux auditeurs d'envisager différents contextes ou situations sous différents angles ou perspectives.  L'auditeur utilise son jugement professionnel pour décider du niveau d'assurance. Le jugement professionnel est utilisé lors de l'évaluation des risques et de l'importance relative, ainsi que lors de la définition du sujet, de l'étendue et des critères d'audit correspondants. Le jugement professionnel est également utilisé pour évaluer les procédures nécessaires à la collecte d'éléments probants suffisants et appropriés et l’évaluation de ces derniers. Le recours au jugement professionnel est crucial lors de l'analyse des éléments probants et de la formulation de conclusions fondées sur les constatations. | * Vérifiez si la méthodologie d'audit de l'ISC comporte une disposition qui exige l'exercice du jugement professionnel. * Évaluez si les mécanismes de mise en œuvre de la méthodologie décrivent les processus, les systèmes, les outils et les modèles permettant à l'auditeur d’appliquer et documenter son jugement professionnel. * Examinez la documentation (sous forme électronique et/ou papier) de l'échantillon sélectionné de dossiers d'audit et vérifiez si l'auditeur a exercé son jugement professionnel aux différentes étapes de l'audit |
| 7 | ISSAI 4000/74  Si l'équipe d'audit ne dispose pas de l'expertise nécessaire pour traiter une question difficile ou litigieuse, il convient de demander l'avis d'un professionnel. | Dans des domaines spécialisés, ou pour traiter des questions d'audit difficiles, il est possible de faire appel à des experts externes pour compléter les connaissances, les compétences et l'expérience qui ne sont pas couvertes par l'équipe d'audit. Les questions peuvent être liées à la compétence spécifique à l'entreprise, à la compétence juridictionnelle ou méthodologique. Il est important de clarifier les questions litigieuses au sein de l'équipe d'audit, ainsi qu'entre l'équipe d'audit et toute autre personne impliquée dans l'audit. L'évaluation de la compétence, des capacités et de l'objectivité de l'expert consiste à déterminer si le travail de l'expert est lié à la performance technique ou à d'autres exigences professionnelles ou sectorielles. | * Vérifiez si l'ISC a une politique permettant de de collaborer avec des experts externes ou des experts internes afin d’obtenir des conseils. (Dans le cas où une telle politique n'existe pas, aucune évaluation supplémentaire n'est nécessaire). * Dans le cas où l'ISC a une politique, évaluez les systèmes, les processus, les outils d'orientation, les modèles, etc. qui sont disponibles pour assurer que les experts externes ou internes ont les compétences et les capacités nécessaires pour le travail pour lequel ils sont engagés. * Examinez la documentation (sous forme électronique et/ou papier) de l'échantillon sélectionné de dossiers d'audit, vérifiez si le recours à des experts externes ou internes est documenté et évaluez si les experts répondent aux exigences de cette norme. |
| 8 | ISSAI 4000/77  L'auditeur doit faire preuve de scepticisme professionnel et garder un esprit ouvert et objectif | Le scepticisme professionnel est une attitude d'ouverture d'esprit et de remise en question, tout en maintenant une distance professionnelle en étant attentif aux conditions qui peuvent indiquer une possible non-conformité due à l’erreur ou à la fraude. Le scepticisme professionnel est important lors de l'évaluation d'éléments probants contredisant d'autres éléments probants déjà obtenus, et d'informations remettant en cause la fiabilité des éléments probants, tels que des documents et des réponses à des demandes de renseignements.  L'exercice du scepticisme professionnel est nécessaire pour s'assurer que l'auditeur évite tout préjugé personnel et ne fait pas de généralisation excessive lorsqu'il tire des conclusions de ses observations. En outre, l'auditeur agira de manière rationnelle en se fondant sur une évaluation critique de tous les éléments probants recueillis. | * Vérifiez si l'ISC dispose d'une politique permettant aux auditeurs d'appliquer le scepticisme professionnel dans le contexte fourni par les normes d'audit à toutes les étapes du processus d'audit. * Si l'ISC dispose d'une politique et d'une méthodologie, évaluez les systèmes, les processus, les outils d'orientation, les modèles, etc. qui sont disponibles pour garantir que l'auditeur a fait preuve de scepticisme professionnel. * Examinez la documentation (sous forme électronique et/ou papier) dans l'échantillon sélectionné de dossiers d'audit et vérifiez si l'auditeur a fait preuve de scepticisme professionnel dans l'analyse effectuée. |
| 9 | ISSAI 4000/80  L'ISC doit assumer la responsabilité de la qualité globale de l'audit afin de garantir que les audits sont réalisés conformément aux normes professionnelles, aux lois et aux règlements applicables et que les rapports sont appropriés aux circonstances. | L'application de procédures de contrôle et d'assurance qualité pertinentes et faciles à gérer permet aux auditeurs d'être ouverts aux commentaires reçus du personnel au sein et en dehors de l'équipe.  Les procédures de contrôle de la qualité peuvent être la supervision, les revues, la consultation et une formation adéquate et peuvent couvrir les étapes de planification, d'exécution et d’établissement de rapport de l'audit. Dans le cadre des procédures de contrôle de la qualité, l'ISC peut avoir en place un système d'assurance qualité pour garantir la qualité globale de l'audit.  La qualité globale de l’audit de l'ISC dépend d'un système où les rôles et les responsabilités sont clairement définis. L'ISC s'assure que l'équipe d'audit effectue les procédures appropriées et qu'il existe un système de revue du travail de l'auditeur tout au long de l'audit. Un examinateur du contrôle de la qualité documente le processus de revue dans le dossier d'audit. | * Vérifiez si l'ISC a une politique de contrôle de la qualité, des procédures de contrôle de la qualité et l'obligation de les documenter. * Évaluez si les systèmes de gestion, de supervision et de contrôle de la qualité, les processus, les outils d'orientation, les modèles, etc. permettent à l'ISC de s'assurer que son audit de conformité est de qualité appropriée. * Examinez les procédures de contrôle de la qualité effectuées (électroniques et non électroniques) dans l'échantillon de dossiers d'audit sélectionnés. |
| 10 | ISSAI 4000/85  L'ISC doit s'assurer que l'équipe d'audit possède collectivement les compétences professionnelles nécessaires pour réaliser l'audit. | L'ISC doit s'assurer que son équipe d'audit dispose d'un éventail d'aptitudes et de compétences nécessaires à la réalisation efficace de son audit. Les membres de l'équipe dont la formation et l'expérience sont à la hauteur de la nature, de l'étendue et de la complexité de la tâche doivent réaliser le contrôle. Il convient de se demander si l'équipe est capable de sélectionner des critères sans parti pris, si elle a un accès général à des informations exactes, si elle a tenu compte des informations disponibles et si elle a disposé de suffisamment de temps pour mener à bien la mission d'audit.  L'équipe d'audit est constituée de manière à disposer collectivement des compétences, des connaissances, des aptitudes et de l'expertise nécessaires pour réaliser l'audit conformément aux normes professionnelles. Selon le sujet traité, cela peut inclure les éléments suivants:  a) Compétences en matière d'audit et compétences en matière de collecte et d'analyse de données  b) Compétences juridiques  c) Compréhension et expérience des différents types d'audit  d) Connaissance des normes et des autorisations applicables  e) Compréhension des opérations de l'entité auditée et expérience appropriée pour le type d'entité et d'opérations  f) La capacité et l'expérience permettant d’exercer un jugement professionnel  g) La production d'un rapport d'audit approprié aux circonstances. | Vérifiez si l'ISC a une politique qui exige que l'équipe d'audit ait les compétences et les aptitudes requises pour un audit de conformité. Vérifiez également si l'ISC a une politique pour engager des experts externes et si les politiques et la méthodologie de l'ISC stipulent que même si des experts externes effectuent des travaux d'audit au nom de l'ISC, cette dernière est toujours responsable de la/des conclusions.  Dans le cas où l'ISC a une politique, évaluez les systèmes et les processus de gestion des ressources humaines de l'ISC qui sont disponibles pour assurer que la compétence de l'équipe est prise en compte dans la sélection. Vérifiez également si les experts externes ont les compétences et les capacités nécessaires pour le travail pour lequel ils sont engagés.  Examinez si l'ISC dispose d'un système permettant de documenter les compétences concernant les audits de conformité prévus pour un cycle d'audit ou une année.   * Examinez les enregistrements (électroniques et non électroniques) de l'échantillon de dossiers d'audit sélectionnés et la composition des équipes d'audit pour vérifier leur adéquation avec la nature de l'audit afin de vous assurer de leur conformité à cette exigence. Vérifiez également si l'ISC dispose d'un dispositif de formation permettant d'actualiser en permanence le portefeuille de compétences de son personnel. |
| 11 | ISSAI 4000/89  L'auditeur doit préparer une documentation d'audit suffisamment détaillée pour permettre une compréhension claire des travaux effectués, des preuves obtenues et des conclusions tirées. L'auditeur doit préparer la documentation d'audit en temps utile, la tenir à jour tout au long de l'audit et compléter la documentation des éléments probants à l'appui des constatations de l'audit avant la publication du rapport d'audit. | La documentation de l'audit est la trace écrite de la base sur laquelle les auditeurs tirent leurs conclusions ou leur opinion lors d'un audit de conformité. La documentation des travaux réalisés a pour but d'améliorer la transparence des travaux réalisés par l'auditeur. En même temps, elle permet à un auditeur expérimenté, n'ayant aucun lien préalable avec l'audit, de comprendre les questions importantes soulevées au cours de l'audit, la ou les conclusions ou opinions formulées à ce sujet, ainsi que les jugements professionnels importants portés pour parvenir à cette ou ces conclusions ou opinions.  Une documentation appropriée facilite l'examen et l'évaluation utiles des éléments probants recueillis et des conclusions formulées avant l'émission du rapport.  La documentation comprend, le cas échéant:  a) Une explication du sujet de l'audit.  b) L'évaluation des risques, la stratégie et le plan d'audit, ainsi que les documents connexes.  c) Les méthodes appliquées ainsi que l'étendue et la période couvertes par l'audit.  d) La nature, le moment et l'étendue des procédures d'audit mises en œuvre.  e) Les résultats des procédures d'audit mises en œuvre et les preuves d'audit obtenues.  f) L'évaluation des preuves d'audit formant la ou les constatations, la conclusion, l'opinion et la/les recommandations.  g) Les jugements portés au cours du processus d'audit et le raisonnement qui les sous-tend.  h) La communication avec l'entité auditée et le retour d'information de celle-ci.  i) Les examens de supervision et les autres mesures de contrôle de la qualité prises en compte.  Lorsque l'auditeur recueille des éléments probants, c'est le moment où il doit évaluer les éléments probants disponibles par rapport aux critères et documenter ces étapes de manière précise. Les auditeurs doivent examiner tous les documents de travail pour s'assurer qu'ils disposent de tous les éléments probants requis à l'appui de leur opinion ou conclusion d'audit avant de publier les rapports d'audit. L'examinateur du travail d'audit peut ainsi s'assurer que toutes les constatations et assertions sont étayées par des documents adéquats. | Vérifiez si l'ISC dispose d'une politique exigeant des auditeurs qu'ils documentent le processus d'audit à toutes les étapes de l'audit, c'est-à-dire la planification, la collecte et l'évaluation des preuves, le rapport et le suivi.  Vérifiez l'existence et l'adéquation des systèmes, processus, outils d'orientation, modèles, etc. pour la documentation à toutes les étapes de l'audit.  Examinez l'échantillon de dossiers d'audit sélectionnés, afin de déterminer si les auditeurs ont respecté les exigences applicables en matière de documentation dans leur travail.  Examinez comment les auditeurs s'assurent que la documentation est mise en place tout au long du processus d'audit.  Évaluez quelles procédures ou quels outils existent pour répondre à cette exigence.  Évaluez s'il y a eu une intervention de la direction de l'ISC pour assurer la qualité et déterminer la nature de cette intervention. |
| 12 | ISSAI 4000/96  L'auditeur doit communiquer de manière efficace avec l'entité auditée et les personnes chargées de la gouvernance tout au long du processus d'audit. | Les auditeurs sont tenus de maintenir une communication formelle et efficace avec l'entité à toutes les étapes du processus d'audit.  Les questions communiquées par écrit peuvent inclure le sujet, les critères d'audit, le niveau d'assurance, la période de l'audit, ainsi que les entreprises, organisations et programmes gouvernementaux à inclure dans l'audit, c'est-à-dire la confirmation des termes de la mission. La communication de ces questions peut contribuer à une compréhension mutuelle du processus d’audit et des activités de l'entité auditée.  L'auditeur prend en considération le moment des communications et le fait qu'elles soient effectuées oralement ou par écrit, ou les deux.  Lors de la phase de planification, la communication bilatérale permet de s'assurer qu'il existe une compréhension formelle entre les auditeurs et l'entité auditée ou la partie responsable concernant les termes de la mission et leurs rôles et responsabilités respectifs.  Lors de la collecte des éléments probants, la communication permet aux auditeurs de demander des éclaircissements sur les résultats préliminaires de leurs travaux, de revoir leur évaluation des risques et des contrôles, de réviser leur stratégie et leur plan d'audit et de modifier les procédures d'audit prévues afin de répondre plus efficacement au risque d'audit.  Lors de l'évaluation des éléments probants, de la formulation d'une ou de plusieurs conclusions et de la communication des résultats, la communication permet de vérifier par recoupement avec l'entité auditée si les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés. Elle permet de s'assurer qu'il n'y a pas d'erreurs factuelles dans la compréhension du sujet par les auditeurs, dans l'identification et l'application des critères et dans la/les conclusions. | * Vérifiez si l'ISC dispose d'une politique ou d'une méthodologie exigeant des auditeurs qu'ils maintiennent une communication adéquate avec l'entité contrôlée à toutes les étapes du processus de contrôle et si la politique inclut les questions qui doivent être communiquées par écrit. * Examinez les systèmes, les processus, les outils d'orientation, les modèles, etc. qui sont en place pour voir si (a) ils facilitent une communication adéquate entre l'ISC et l'entité contrôlée comme prévu et (b) s'ils empêchent de porter atteinte à l'indépendance des auditeurs. * Examinez les enregistrements de communication (électroniques et non électroniques) dans l'échantillon de dossiers d'audit sélectionnés et vérifiez si l'ISC a suivi les exigences applicables dans sa communication avec l'entité contrôlée. |
| 13 | ISSAI 4000/99  Les cas de non-conformité significative doivent être communiqués au niveau approprié de la direction et (le cas échéant) aux personnes responsables de la gouvernance. Les autres questions importantes découlant de l'audit qui sont directement pertinentes pour l'entité doivent également être communiquées. | Les auditeurs peuvent, au cours de l'audit, rencontrer des difficultés ou des retards dans l'obtention des informations ou des documents requis de la part de l'entité auditée ou de la partie responsable. De même, les auditeurs peuvent voir des signaux d'alarme indiquant des actes illégaux ou des fraudes. Dans de telles circonstances, les auditeurs doivent immédiatement communiquer ces informations au niveau approprié de la direction ou aux personnes responsables de la gouvernance, ainsi que l'impact que l'absence d'action aura sur les résultats de l'audit.  Si les auditeurs soupçonnent des actes frauduleux au sein de l'entité contrôlée, ils doivent en informer le niveau de gestion approprié afin que l'entité contrôlée puisse prendre des mesures préventives plutôt que de faire face à des conséquences négatives plus tard.  Les constatations qui ne sont pas jugées importantes, ou qui ne justifient pas d'être incluses dans le rapport de l'auditeur, peuvent également être communiquées à la direction pendant l'audit. La communication de ces constatations peut aider l'entité auditée à remédier aux cas de non-conformité et à éviter des cas similaires à l'avenir. | * Vérifiez si l'ISC dispose d'une politique indiquant comment les auditeurs communiqueront à l'entité contrôlée, à un niveau approprié, les difficultés importantes ainsi que les cas de non-conformité détectés au cours de l'audit. * Vérifiez si les systèmes, processus, outils d'orientation, modèles, etc. sont appropriés et soutiennent une communication efficace pour répondre à cette exigence spécifique de la norme. * Dans l'échantillon de dossiers d'audit sélectionné, examinez si l'ISC s'est conformée à cette exigence, le cas échéant. |

* + 1. Exigences liées au processus de planification de l’audit de conformité

| No. | Exigences de la norme ISSAI 4000 | Explication | Conseil |
| --- | --- | --- | --- |
| 14 | ISSAI 4000/101  L'auditeur doit identifier explicitement le(s) utilisateur(s) prévu(s) et la partie responsable et prendre en compte l'implication de leurs rôles afin de réaliser l'audit et de communiquer en conséquence. | Les utilisateurs prévus sont les personnes ou les organisations pour lesquelles l'auditeur prépare le rapport d'audit. Il peut s'agir d'organes législatifs ou de contrôle, de personnes chargées de la gouvernance, du ministère public, des médias ou du grand public. Les principaux utilisateurs des audits de conformité sont souvent les entités qui ont émis les autorisations identifiées comme des critères d'audit. La détermination des utilisateurs prévus constitue la base de l'évaluation de la matérialité, de la communication et du rapport.  Le jugement professionnel de l'auditeur influence la forme et le contenu du rapport quant à la manière de communiquer le plus efficacement possible avec les utilisateurs prévus. Les besoins des utilisateurs peuvent varier selon qu'il s'agit du pouvoir législatif, d'un organisme de financement, d'une organisation donatrice, d'un citoyen ou d'autres parties prenantes concernées.  Dans le cadre d'un audit de conformité, la partie responsable doit répondre du sujet de l'audit. La partie responsable doit se conformer aux critères découlant, par exemple, des lois, des règlements, des lois budgétaires et des règlements financiers. En fonction du sujet de l'audit, l'auditeur choisit les critères d'audit pertinents. L'auditeur doit également communiquer avec la partie responsable à plusieurs reprises tout au long du processus d'audit.  Lors de la planification de l'audit, l'auditeur choisit l'importance relative, en fonction des besoins de l'utilisateur ou des utilisateurs prévus. L'identification de la partie responsable est essentielle lors de la définition des critères d'audit. Pour certains sujets, il peut être pertinent d'inclure plus d'une partie responsable, par exemple lorsque plus d'une entité est impliquée dans l'exécution du budget. Dans ces cas, le nombre d'utilisateurs prévus peut également augmenter. | * Vérifiez si l'ISC dispose d'une politique d'identification des utilisateurs prévus des rapports d'audit d'un contrôle. * Évaluez si des processus, systèmes, directives et modèles spécifiques sont disponibles pour aider les auditeurs à identifier les utilisateurs prévus. * Évaluez si les utilisateurs prévus ont été identifiés dans l'échantillon de dossiers d'audit sélectionnés et confirmez s'il existe une documentation adéquate pour soutenir cette identification. * Évaluez si des processus, des systèmes, des orientations et des modèles spécifiques sont disponibles pour aider les auditeurs à comprendre le statut juridique, les autorisations applicables et les responsabilités connexes de l'entité auditée. * Évaluez si les responsabilités des parties responsables et des entités auditées ont été identifiées dans l'échantillon de dossiers d'audit sélectionnés. |
| 15 | ISSAI 4000/107  Lorsque l'ISC a le pouvoir discrétionnaire de choisir l’étendue des audits de conformité, l'auditeur doit définir le sujet à mesurer ou à évaluer en fonction des critères. | Sur la base des domaines d'audit identifiés (voir la norme ISSAI 4000/67), l'auditeur définit le sujet de l'audit. Une fois le sujet connu, les auditeurs peuvent identifier les autorisations et les critères correspondants pour l'audit de conformité.  Le sujet de l'audit peut être défini dans la loi ou dans le mandat d'audit concerné. Dans d'autres cas, la sélection du sujet est un choix stratégique que l'ISC ou les auditeurs doivent faire et qui repose sur l'évaluation des risques et le jugement professionnel.  Le sujet doit être d'une nature telle qu'il permette à l'auditeur de conclure avec le niveau d'assurance nécessaire. Cela nécessite de recueillir des éléments probants suffisants et appropriés pour étayer la conclusion ou l'opinion d'audit. | * Vérifiez si l'ISC dispose d'une politique appropriée permettant aux auditeurs d'identifier le sujet du contrôle. * Évaluez si les processus, systèmes, outils, modèles, etc. mis à la disposition des auditeurs par l'ISC les aident à identifier le sujet du contrôle. * Dans un échantillon représentatif et de taille appropriée de dossiers d'audit, examinez si les auditeurs ont suivi les directives applicables pour identifier le sujet. |
| 16 | ISSAI 4000/110  Lorsque l'ISC a le pouvoir discrétionnaire de choisir l'étendue des audits de conformité, l'auditeur doit identifier les critères d'audit pertinents avant l'audit afin de fournir une base pour une conclusion/une opinion sur le sujet. | Lors de la phase de planification, l'auditeur identifie les critères ou la référence par rapport auxquels le sujet est mesuré.  L'auditeur tire ses critères des lois applicables, des actes législatifs, des décisions parlementaires et d'autres décisions faisant autorité. Il peut s'agir de décisions prises par les tribunaux, d'instructions et de lignes directrices, de conditions générales convenues, de règlements, de contrats, de conventions de subvention, de normes, de mesures, de performance attendue, de pratiques commerciales définies et de repères par rapport auxquels la conformité est comparée ou évaluée.  Dans une mission d'attestation, l'auditeur peut déterminer les critères à partir de la présentation des informations sur le sujet traité. Dans ce cas, l'auditeur doit identifier des critères d'audit pertinents pour conclure à l'exactitude des critères donnés implicitement dans les informations sur le sujet considéré par la partie responsable.  Des critères d'audit appropriés présentent les caractéristiques suivantes : pertinence, exhaustivité, fiabilité, neutralité, compréhensibilité, utilité, comparabilité, acceptabilité et disponibilité.  En l'absence de critères formels ou en cas de lacunes dans la législation concernant leur application, les audits peuvent également porter sur le respect des principes généraux régissant la bonne gestion financière et la conduite des agents publics (bienséance). Les critères de conformité appropriés pour un audit de conformité peuvent découler des éléments suivants  a) les attentes en matière de gestion des finances publiques, par exemple le respect d'un système de contrôle interne efficace et efficient.  b) les attentes des bénéficiaires concernant l'utilité des biens ou la qualité des services et des travaux.  c) des exigences relatives à une affectation transparente et impartiale des fonds publics et des ressources humaines. | * Vérifiez si l'ISC dispose d'une politique permettant aux auditeurs d'identifier des critères appropriés concernant les audits de conformité. * Vérifiez si l'ISC dispose de systèmes, de processus, d'outils, de modèles, etc. pour aider les auditeurs à identifier des critères appropriés. * Dans l'échantillon de dossiers d'audit sélectionnés, examinez si les auditeurs ont suivi les procédures requises sur les critères. |
| 17 | ISSAI 4000/121  En fonction du mandat de l'ISC, des caractéristiques du sujet et des besoins du ou des utilisateurs prévus, l'auditeur doit décider si l'audit doit fournir une assurance raisonnable ou limitée. | Lorsque l'auditeur identifie l'étendue et le sujet, il détermine également le niveau d'assurance de la mission. La réalisation d'une mission d'assurance limitée ou raisonnable est une décision stratégique, qui dépend du mandat de l'ISC et qui relève de l'organisation de l'ISC.  Lors de l'évaluation du niveau d'assurance, l'auditeur prend en compte les besoins de l'utilisateur ou des utilisateurs prévus. L'auditeur peut procéder à cette évaluation en communiquant avec le(s) utilisateur(s) prévu(s) ou avec les personnes responsables de la gouvernance. Il peut également exister des pratiques généralement acceptées dans la juridiction pour aider l'auditeur à décider du niveau d'assurance.  L'obtention d'une assurance raisonnable nécessite un travail d'audit plus approfondi. Certaines ISC ont des exigences obligatoires qui définissent déjà le niveau d'assurance. Lorsque l'objectif est de fournir une assurance raisonnable, l'auditeur doit réduire le risque d'audit à un niveau faible acceptable, compte tenu des circonstances de l'audit. L'audit peut également viser à fournir une assurance limitée, auquel cas le risque d'audit acceptable est plus élevé que dans un audit d'assurance raisonnable. | * Vérifiez si l'ISC dispose d'une politique sur l'identification du niveau d'assurance d'un audit. * Évaluez s’il y a des processus, des systèmes et des modèles disponibles pour aider les auditeurs à déterminer le niveau d'assurance (raisonnable ou limité) des audits de conformité. * Évaluez, dans l'échantillon de dossiers d'audit sélectionnés, si les auditeurs ont suivi le processus, le système, les modèles, etc. pour déterminer le niveau d'assurance à fournir. Confirmez l'existence d'une documentation adéquate à l'appui de la décision. * Évaluez si la supervision ou la surveillance est adéquate pour déterminer le niveau d'assurance. |
| 18 | ISSAI 4000/125  L'auditeur doit déterminer l'importance relative pour servir de base à la conception de l'audit et le réévaluer tout au long du processus d'audit. | L'importance relative reflète les besoins évalués de l'utilisateur ou des utilisateurs prévus, et ces besoins doivent être identifiés lors de la planification de l'audit. Sur la base du sujet sélectionné, l'importance relative est déterminée en identifiant le niveau de non-conformité qui est susceptible d'influencer les décisions de l'utilisateur ou des utilisateurs prévus. Lors de l'identification de l'importance relative, l'auditeur prête attention aux domaines spécifiques de la législation, de l'intérêt ou des attentes du public, des demandes et des financements publics importants ainsi que de la fraude.  L'importance relative est appliquée par l'auditeur lors de la planification et de l'exécution de l'audit, ainsi que lors de l'évaluation de l'effet des cas de non-conformité.  Lors de la phase de planification, l'évaluation de l'importance relative aide l'auditeur à identifier les questions d'audit qui sont importantes pour le/les utilisateurs prévus.  Lors de la réalisation de l'audit, l'auditeur utilise l'importance relative pour décider de l'étendue des procédures d'audit à mettre en œuvre et pour évaluer les éléments probants.  Lors de l'évaluation et de la conclusion de l'audit, l'auditeur utilise l'importance relative pour évaluer l'étendue des travaux et le niveau de non-conformité afin de déterminer l'impact sur la conclusion ou l'opinion. | * Vérifiez si l'ISC dispose d'une politique sur la manière dont l'auditeur doit déterminer l'importance relative et si cette politique exige d'appliquer l'importance relative tout au long du processus d'audit : lors de la planification, de l'exécution, de l'évaluation et de la conclusion de l'audit. * Vérifiez si des systèmes, des processus et des outils sont en place pour faciliter le respect de cette exigence par les auditeurs lors des audits. * Dans l'échantillon de dossiers d'audit sélectionnés, examinez si l'ISC s'est conformée à cette exigence lors de la planification et de la réalisation de ces audits. De plus, évaluez la qualité de la documentation du processus et des éléments probants disponibles dans les dossiers. |
| 19 | ISSAI 4000/131  L'auditeur doit avoir une connaissance de l'entité auditée et de son environnement, y compris du contrôle interne de l'entité, afin de pouvoir planifier et exécuter efficacement l'audit. | Les auditeurs sont tenus d'acquérir une connaissance de l'entité auditée, des exigences, des critères appropriés et des autres circonstances entourant l'audit. Cette compréhension doit être suffisante pour identifier et évaluer les risques de non-conformité de l'entité auditée aux critères établis.  Lorsque les auditeurs connaissent l'entité auditée, son environnement et les domaines de programme pertinents, ils disposent d'un cadre de référence pour exercer leur jugement professionnel tout au long du processus d'audit.  Les auditeurs sont tenus d'utiliser leur connaissance de l'entité ou du programme contrôlé pour définir l'étendue de l'audit en ce qui concerne le sujet et les critères. En outre, les auditeurs doivent appliquer cette connaissance pour évaluer (a) ce qui peut mal tourner malgré la présence de contrôles internes (évaluation des risques) et (b) l'importance relative associée aux cas potentiels de non-conformité.  Pour acquérir la connaissance de l'entité et de son environnement, l'auditeur peut prendre en considération les activités, les lois et les règlements pertinents, d'autres facteurs externes, la nature des opérations de l'entité, les mécanismes de gouvernance, les objectifs et les stratégies ou les mesures de performance. L'auditeur documente cette connaissance dans la stratégie d'audit.  L'auditeur doit acquérir une connaissance des contrôles internes de l'entité pertinents pour l'audit. Lorsque le sujet est déterminé, l'auditeur identifie les contrôles internes qui sont en place pour réduire le risque de non-respect des critères ou d'anomalies significatives dans les informations sur le sujet. En utilisant son jugement professionnel, l'auditeur décide si le contrôle est pertinent ou non pour l'audit. | * Vérifiez si la politique de l'ISC exige que les auditeurs connaissent l'entité auditée dans le cadre de leur contrôle. * Examinez si l'ISC dispose de systèmes, de processus, d'outils, de modèles, etc. pour aider les auditeurs à acquérir une connaissance adéquate de l'entité auditée et du contrôle interne. * Dans les dossiers d'audit sélectionnés pour examen, vérifiez si les auditeurs ont suivi les directives applicables pour acquérir la compréhension de l'entité auditée et du contrôle interne. * Dans les dossiers d'audit sélectionnés pour examen, vérifier si la détermination de l'importance relative et l'évaluation des risques par les auditeurs sont fondées sur la connaissance de l'entité ou du programme audité**.** |
| 20 | ISSAI 4000/137  L'auditeur doit élaborer et documenter une stratégie d'audit et un plan d'audit qui, ensemble, décrivent la manière dont l'audit sera réalisé pour produire des rapports appropriés aux circonstances, les ressources nécessaires à cet effet et le calendrier des travaux d'audit. | La stratégie d'audit est la base permettant de décider si l'audit peut être exécuté. La stratégie d'audit décrit ce qu'il faut faire, et le plan d'audit indique comment le faire.  L'objectif de la stratégie d'audit est de documenter et de concevoir les décisions globales. La stratégie d'audit décrit :   * Le sujet, la portée, les critères et les autres caractéristiques pertinentes de l'audit de conformité en tenant compte du mandat de l'ISC. * Le type de mission (mission d'attestation ou mission de rapport direct) * Le niveau d'assurance à fournir * Les ressources nécessaires pour réaliser un audit en temps voulu et la date du contrôle de la qualité. * La communication avec l'entité auditée et/ou les responsables de la gouvernance * Les responsabilités en matière d'établissement de rapports, ainsi que les personnes à qui ces rapports seront adressés, le moment où ils seront établis et la forme qu'ils revêtiront. * La composition et la répartition du travail de l'équipe d'audit, y compris le recours éventuel à des experts * Les entités incluses dans l'audit.   La forme et le contenu du plan d'audit écrit peuvent inclure les éléments suivants :   * Un programme d'audit ; la nature, le calendrier et l'étendue des procédures ; et le moment où ils seront réalisés. * une évaluation du risque d'audit et des contrôles internes pertinents concernant l'audit * les procédures d'audit conçues pour répondre au risque d'audit * les éléments probants possibles à recueillir au cours de l'audit.   Les auditeurs doivent mettre à jour le plan, si nécessaire, afin de refléter tout changement significatif apporté au plan au cours de l'audit. | * Vérifiez si l'ISC a une politique qui exige de suivre le processus suggéré pour l’élaboration d'une stratégie et d'un plan d'audit. * Évaluez si les processus, systèmes, outils et modèles sont en place pour aider les auditeurs à élaborer la stratégie et le plan d'audit de la manière requise. * Dans l'échantillon de dossiers d'audit sélectionné, examinez si les auditeurs ont élaboré une stratégie et un plan d'audit de la manière requise. |

* + 1. Exigences liées à la mise en œuvre de procédures d'audit pour recueillir des éléments probants

| No. | Exigences de la norme ISSAI 4000 | Explication | Conseil |
| --- | --- | --- | --- |
| 21 | ISSAI 4000/144  L'auditeur doit planifier et mettre en œuvre des procédures afin de recueillir des éléments probants suffisants et appropriés pour formuler une conclusion avec le niveau d'assurance sélectionné. | L'auditeur planifie des réponses appropriées aux risques évalués. Les réponses aux risques évalués comprennent la conception de procédures d'audit qui répondent aux risques, telles que des procédures de corroboration et des tests de contrôles. Le processus de collecte d'éléments probants se poursuit jusqu'à ce que l'auditeur ait la certitude qu'il existe des éléments probants suffisants et appropriés pour étayer le niveau d'assurance convenu afin de soutenir sa conclusion ou son opinion.  La quantité d'éléments probants requis dépend du risque d'audit (plus le risque est élevé, plus il est probable que davantage d’éléments probants soient requis) et de la qualité de ces éléments probants (plus la qualité est élevée, moins des éléments probants sont requis). En même temps, l'auditeur évalue toujours que la quantité d'éléments probants dépend des spécificités d'un audit particulier, et pas seulement de la quantité ou de la qualité des éléments probants. Par conséquent, le caractère suffisant et le caractère approprié des éléments probants sont interdépendants.  Le caractère suffisant des éléments probants est lié à la décision concernant le niveau d'assurance fourni par l'audit. Pour formuler une conclusion avec une assurance raisonnable, l'auditeur doit recueillir davantage d'éléments probants que dans le cadre d'une mission d'assurance limitée.    Le caractère suffisant est une mesure de la quantité d'éléments probants nécessaires pour étayer les constatations et les conclusions de l'audit. Pour évaluer le caractère suffisant des éléments probants, l'auditeur doit déterminer si les éléments probants recueillis sont suffisants pour persuader une personne avertie que les constatations sont raisonnables.  Le caractère approprié est une mesure de la qualité des éléments probants, et il englobe la pertinence, la validité et la fiabilité. La pertinence est la mesure dans laquelle les éléments probants ont une relation logique avec le sujet de l'audit et sont importants pour celui-ci. La validité est la mesure dans laquelle les éléments probants ont une base significative ou raisonnable pour mesurer le sujet. En d'autres termes, la validité est la mesure dans laquelle l'élément probant représente ce qu'il est censé représenter. La fiabilité désigne la mesure dans laquelle les éléments probants ont été recueillis et produits selon une méthode transparente et reproductible. | * Vérifiez si l'ISC a une politique qui exige des éléments suffisants et appropriés pour fonder les conclusions ou l'opinion d'audit. * Examinez s'il existe des processus, des systèmes, des directives ou des modèles spécifiques en place pour garantir que les auditeurs recueillent des éléments probants suffisants et appropriés pour tirer des conclusions ou une opinion d'audit. * Dans l'échantillon de dossiers d'audit sélectionné, examinez si les auditeurs ont recueilli des éléments probants suffisants et appropriés pour tirer des conclusions ou une opinion d'audit. |
| 22 | ISSAI 4000/153  L'auditeur d'une ISC dotée de pouvoirs juridictionnels doit mettre en œuvre des procédures afin de recueillir des éléments probants suffisants et appropriés concernant la responsabilité de l'agent public qui pourrait être tenu pour responsable de non-conformité et d’actes illégaux. | L'auditeur dans les ISC dotées de pouvoirs juridictionnels doit recueillir des éléments probants suffisants et appropriés concernant la responsabilité de l'agent public qui pourrait être tenu responsable de non-conformité et d’actes illégaux.  Le processus de collecte d’éléments probants se poursuit jusqu'à ce que l'auditeur dans les ISC dotées de pouvoirs juridictionnels soit convaincu qu'il existe des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder sa conclusion sur la question de savoir si les personnes responsables de la non-conformité sont responsables de toute perte, mauvaise utilisation ou gaspillage de fonds publics et doivent être renvoyées pour leur mauvaise gestion.  Dans les ISC dotées de pouvoirs juridictionnels, l'auditeur évalue, sur la base de son jugement professionnel, s'il existe des éléments probants suffisants et appropriés que l'agent public puisse être tenu personnellement responsable d’actes de non-conformité.  Pour déterminer si l'agent public est personnellement responsable des actes de non-conformité, le jugement professionnel peut porter sur les éléments suivants:   * 1. Une évaluation de la manière dont l'agent public s'est acquitté de ses responsabilités telles que mentionnées par la loi ou incluses dans sa description de poste.   2. Déterminer si la non-conformité de l'agent public ou un acte illégal a causé la perte, l'utilisation abusive ou le gaspillage de fonds ou de biens publics identifiés.   3. Une évaluation des circonstances permettant d’être exonéré d'une éventuelle responsabilité (par exemple, force majeure, circonstances imprévisibles).   4. Une évaluation des relations entre les comptables publics et les gestionnaires publics, et des effets et conséquences possibles des actes de non-conformité. | * Vérifiez si l'ISC dispose d'une politique qui fixe la responsabilité de l'agent public qui pourrait être tenu responsable de non-conformité ou d'actes illégaux. * Examinez s'il existe des processus, des systèmes, des directives ou des modèles spécifiques pour s'assurer que les auditeurs recueillent des éléments probants suffisants et appropriés dans le but de déterminer la responsabilité. * Dans l'échantillon de dossiers d'audit sélectionné, examinez si les auditeurs ont recueilli des éléments probants suffisants et appropriés aux fins de la détermination de la responsabilité. |
| 23 | ISSAI 4000/158  L'auditeur doit choisir une combinaison de techniques d'audit pour être en mesure de formuler une conclusion avec le niveau d'assurance sélectionné. | L'auditeur met en œuvre des procédures d'audit efficaces, conformément au plan d'audit, pour recueillir des éléments probants et atteindre les objectifs de l'audit. L'auditeur doit souvent combiner et comparer des éléments probants provenant de sources utilisant des techniques et des méthodes différentes pour répondre aux exigences de suffisance et de caractère approprié.  Par exemple, en interrogeant la direction et les employés, l'auditeur peut obtenir une compréhension de la manière dont la direction partage avec le personnel ses points de vue sur les pratiques et le comportement éthique de l'entité. L'auditeur détermine si les contrôles appropriés sont efficaces en considérant, par exemple, si la direction dispose d'un code de conduite écrit et si le personnel le suit dans la pratique. Une enquête soumise aux employés pourrait expliquer dans quelle mesure la direction agit selon le code de conduite. En fonction de l'étendue des travaux, l'auditeur recueille des éléments probants quantitatifs ou qualitatifs, ou une combinaison des deux.  Les techniques de collecte d'éléments probants comprennent l'observation, l'inspection, l'enquête, la réexécution, le recalcul, la confirmation externe, les tests de corroboration, le test des contrôles et les procédures analytiques. | * Vérifiez si l'ISC a une politique exigeant que les auditeurs utilisent une variété de techniques, y compris celles énumérées dans l'explication. * Examinez si les auditeurs disposent de processus, de systèmes, d'outils ou de modèles pour appliquer ces techniques. * Dans l'échantillon de dossiers d’audit sélectionnés, examinez si les vérificateurs ont utilisé des techniques appropriées pour recueillir des preuves. * Dans l'échantillon de dossiers d'audit sélectionnés, examinez si la supervision du processus susmentionné est suffisante. |
| 24 | ISSAI 4000/170  Dans les ISC dotées de pouvoirs juridictionnels, l'enquête doit être effectuée par écrit lorsque la loi nationale l'exige. | Les ISC dotées de pouvoirs juridictionnels peuvent utiliser la méthode d'enquête prévue par les lois régissant les procédures de contrôle. Cela peut impliquer la préparation et l'envoi d'une communication écrite aux personnes responsables concernées demandant des informations spécifiques que l'équipe d'audit considère comme nécessaires pour étayer la ou les conclusions. | * Vérifiez si l'ISC a une politique exigeant que les auditeurs utilisent une forme écrite d'enquête lorsque la loi l'exige. * Examiner si les auditeurs disposent de processus, de systèmes, d'outils ou de modèles pour appliquer ces techniques. * Dans les dossiers d'audit de l'échantillon sélectionné, recherchez la documentation de la préparation et envoyez une communication écrite aux personnes responsables concernées pour demander des informations spécifiques que l'équipe d'audit juge nécessaires pour étayer sa conclusion. |
| 25 | ISSAI 4000/172  L'auditeur doit utiliser des échantillons d'audit, lorsque cela est approprié, afin de fournir un nombre suffisant d'éléments pour tirer des conclusions sur la population à partir de laquelle l'échantillon est sélectionné. Lors de la conception d'un échantillon d'audit, l'auditeur doit tenir compte de l'objectif de la procédure d'audit et des caractéristiques de la population à partir de laquelle l'échantillon sera tiré. | Un échantillon peut être quantitatif ou qualitatif en fonction de l'étendue de l'audit et du besoin d'informations permettant d'éclairer le sujet sous différents angles.  L'auditeur utilise l'échantillonnage quantitatif lorsqu'il cherche à conclure sur l'ensemble de la population en testant un échantillon d'éléments sélectionnés dans celle-ci. Dans l'échantillonnage quantitatif, l'auditeur doit réduire le risque d'échantillonnage à un niveau faible acceptable. Cependant, l'approche technique de l'échantillonnage quantitatif peut nécessiter des techniques statistiques.  L'échantillonnage qualitatif est une procédure particulière menée comme un processus délibéré et systématique pour identifier les facteurs de variation dans le sujet traité. L'auditeur peut procéder à un échantillonnage sur la base des caractéristiques des individus, des groupes, des activités, des processus ou de l'entité auditée dans son ensemble. L'échantillonnage qualitatif exige une évaluation minutieuse et une connaissance suffisante du sujet traité.  Lorsque l'auditeur sélectionne des cas en vue d'une étude approfondie, il obtient généralement des échantillons relativement petits qui peuvent répondre à des questions plus exploratoires et fournir de nouvelles informations, de nouvelles analyses et un nouvel éclairage sur le sujet traité. Il peut être approprié de recourir à un échantillonnage fondé sur les risques plutôt qu'à une approche statistique lors de la sélection des éléments à tester, par exemple lorsqu'il s'agit de traiter un risque important. | * Vérifiez si l'ISC dispose d'une politique et d'une méthodologie concernant l'échantillonnage dans le cadre de l'audit de conformité. * Examinez si les auditeurs disposent de processus, de systèmes, d'outils ou de modèles pour appliquer les techniques d'échantillonnage. * Dans l'échantillon de dossiers d'audit sélectionné, examinez si les auditeurs ont utilisé les techniques d'échantillonnage appropriées. * Dans l'échantillon de dossiers d'audit sélectionnés, examinez si la supervision du processus susmentionné est suffisante. |

* + 1. Exigences liées à l'évaluation des éléments probants et à la formulation des conclusions

| No. | Exigences de la norme ISSAI 4000 | Explication | Conseil |
| --- | --- | --- | --- |
| 26 | ISSAI 4000/179  L'auditeur doit comparer les éléments probants obtenus avec les critères d'audit énoncés afin de formuler des constatations d'audit pour la ou les conclusions d'audit. | Les critères (par exemple, les autorisations, les règles ou les règlements régissant l'entité, les événements et la situation en question) sont utilisés pour déterminer la réponse au risque, c'est-à-dire si elle est conforme ou non.  Les éléments probants concernant la condition de l'entité sont liés aux critères. La condition fait référence à la situation existante, identifiée et documentée en tant que preuves au cours de l'audit. Il s'agit de ce que l'auditeur a constaté lors de l'audit en comparant la situation existante de l'entité avec les critères, suite à la collecte de preuves à l'aide de différentes procédures.  Les éléments probants recueillis, ainsi que les points de vue de l'entité, sont évalués en faisant preuve de jugement professionnel et de scepticisme. Au cours du processus d'évaluation, l'auditeur détermine si les éléments probants sont suffisants et appropriés pour tirer une conclusion. Pour obtenir une vision équilibrée et objective, le processus d'évaluation implique de prendre en compte tous les éléments probants fournis concernant les conclusions de l'audit. L'auditeur prend en compte la réponse de l'entité auditée, si de nouveaux éléments probants sont nécessaires et si les critères sont sans équivoque. De même, l'auditeur analyse les effets possibles liés à une dégradation de l'économie, des fonctions ou des services, et ceux-ci sont faits de manière objective et vérifiable.  En évaluant l'étendue des travaux effectués, l'auditeur détermine s'il peut conclure. Si l'étendue des travaux est insuffisante, l'auditeur peut envisager de réaliser des procédures supplémentaires ou de modifier son opinion en raison de la limitation de l'étendue des travaux. | * Vérifiez si l'ISC dispose d'une politique visant à comparer les éléments probants obtenus avec les critères d'audit énoncés pendant les travaux d'audit et avant la production du rapport d'audit de conformité et si la politique exige que les auditeurs évaluent si les éléments probants sont suffisants et appropriés pour formuler une conclusion. * Évaluez si les auditeurs disposent de processus, de systèmes, d'outils ou de modèles pour examiner les éléments probants relatifs à la conformité du sujet traité avec les critères établis. * Dans l'échantillon de dossiers d'audit sélectionnés, recherchez la documentation sur les procédures exécutées pour formuler les constatations de l'audit. |
| 27 | ISSAI 4000/184  Sur la base des résultats de l'audit et de l'importance relative, l'auditeur doit conclure si le sujet est, à tous égards importants, conforme aux critères applicables. | L'auditeur évalue les résultats de l'audit pour conclure si le sujet, à tous égards importants, est ou n'est pas conforme aux critères d'audit. L'auditeur tient compte de l'importance relative de la non-conformité pour tirer cette conclusion. Le processus de détermination de l'importance relative doit être documenté.  En fonction des caractéristiques du sujet considéré, l'auditeur prend en considération la valeur, la nature et le contexte de l'importance relative. Cela implique que des cas de non-conformité qui seraient considérés comme importants par nature ou par contexte par le ou les utilisateurs prévus peuvent également conduire à une conclusion de non-conformité.  L'importance relative par la valeur peut impliquer des montants (montants monétaires) ou d'autres mesures quantitatives, telles que, pour les sujets respectifs, le nombre de citoyens ou d'entités impliqués, les niveaux d'émission de carbone ou les retards concernant les délais.  L'auditeur peut également inclure :  a) La visibilité et le caractère sensible du programme en question (par exemple, s’agit-il d’un sujet d'intérêt public important, a-t-il un impact sur les citoyens vulnérables).  b) Les besoins et les attentes du législateur, du public ou des autres utilisateurs du rapport d'audit  c) La nature des autorisations pertinentes | * Vérifiez si l'ISC dispose d'une méthodologie couvrant la formulation d'une conclusion en tenant compte de la matérialité. * Évaluez si les auditeurs disposent de processus, de systèmes, d'outils ou de modèles pour formuler leurs conclusions. * Dans l'échantillon de dossiers d'audit sélectionnés, recherchez la documentation relative à la conclusion formulée et à la manière dont l'importance relative a été appliquée pour ce faire. |
| 28 | ISSAI 4000/188  L'auditeur doit communiquer le niveau d'assurance fourni de manière transparente. | L'auditeur doit indiquer quel est le niveau d'assurance fourni dans le cadre de l'audit, c'est-à-dire raisonnable ou limité. En général, l'audit de conformité est une mission d'assurance raisonnable avec rapport direct. Pour les missions de rapport direct, l'auditeur doit indiquer implicitement si la conclusion est assortie d'une assurance limitée ou raisonnable. Pour les missions d'attestation, l'auditeur transmet le niveau d'assurance en utilisant le format standard des opinions d'audit.  En faisant cette déclaration, l'auditeur donne à l'utilisateur (ou aux utilisateurs) visé(s) confiance dans les résultats de l'audit. L'auditeur peut donner cette confiance en expliquant comment il élabore ses constatations, ses critères et ses conclusions de manière équilibrée et raisonnée. | * Vérifiez si l'ISC a une politique et une méthodologie pour communiquer le niveau d'assurance. * Évaluez si les auditeurs disposent de processus, de systèmes, d'outils ou de modèles pour communiquer le niveau d'assurance. * Dans l'échantillon de dossiers d'audit sélectionnés, recherchez la documentation sur la communication faite par l'auditeur. |

* + 1. Exigences liées à l’établissement des rapports

| No. | Exigences de la norme ISSAI 4000 | Explication | Conseil |
| --- | --- | --- | --- |
| 29 | ISSAI 4000/191  L'auditeur doit communiquer la conclusion dans un rapport d'audit. La conclusion peut être exprimée sous forme d'opinion, de conclusion, de réponse à des questions d'audit spécifiques ou de recommandations. | L'auditeur communique les résultats de l'audit sous forme de conclusion, d'opinion, de réponse aux questions ou de recommandations. Dans le cas d'une mission d'assurance raisonnable, l'auditeur recueille des éléments probants suffisants et appropriés pour conclure si le sujet traité est conforme, à tous égards importants, aux critères identifiés.    Le mode de communication est différent selon qu'il s'agit d'une mission de rapport direct ou d'attestation.  Dans le cas d'une mission d'assurance raisonnable avec rapport direct, l'auditeur communique par le biais de conclusions qui transmettent explicitement le niveau d'assurance, ou en expliquant comment il élabore les critères, les constatations et les conclusions de manière équilibrée et raisonnée et pourquoi les combinaisons de constatations aboutissent à une conclusion ou à une recommandation globale particulière.  Pour une mission d'attestation d'assurance raisonnable, l'auditeur fait une déclaration claire du niveau d'assurance, soit par des opinions ou des conclusions standardisées. L’opinion est sans réserve lorsqu'il n'existe aucun cas significatif de non-conformité. L'auditeur modifie son opinion en cas de :  a) de cas significatifs de non-conformité : Selon l'ampleur de la non-conformité, cela peut donner lieu à :  i) une opinion avec réserve, ou  ii) une opinion défavorable  b) Limitation de l’étendue de l’audit : En fonction de l'ampleur de la limitation, il peut en résulter :  iii) une opinion avec réserve, ou  iv) Un avis de non-responsabilité  La formulation de l'opinion doit refléter le mandat de l'ISC. L'auditeur peut donc utiliser des termes appropriés pour l'ISC, tels que « est légal et régulier », « est régulier » ou « a été appliqué aux fins prévues par le Parlement ».  Dans une mission d'assurance limitée, les procédures sont limitées par rapport à ce qui est nécessaire pour une mission d'assurance raisonnable. L'auditeur conclut que rien n'a été porté à sa connaissance qui l'amène à penser que le sujet traité n'est pas conforme aux critères applicables. | * Vérifiez si l'ISC dispose d'une politique et d'une méthodologie pour communiquer la conclusion des audits de conformité dans un rapport d'audit. * Évaluez s'il existe des processus, systèmes, directives ou modèles spécifiques pour déterminer le format de la conclusion de l'audit de conformité, pour les missions de rapport direct et d'attestation. Dans les dossiers d'audit de l'échantillon sélectionné, recherchez la documentation relative à la conclusion de l'audit. |
| 30 | ISSAI 4000/202  L'auditeur doit préparer un rapport d'audit basé sur les principes d'exhaustivité, d'objectivité, d'opportunité, d'exactitude et de contradiction. | Un rapport écrit, exposant les constatations, les opinions, les conclusions et les recommandations sous une forme appropriée selon le cas, doit être préparé à la fin de chaque audit. La forme et le contenu d'un rapport d'audit de conformité doivent couvrir ces principes :  Le principe d'exhaustivité exige que l'auditeur prenne en compte toutes les constatations d'audit pertinentes avant d'émettre un rapport.  Le principe d'objectivité exige que l'auditeur fasse preuve de jugement professionnel et de scepticisme pour s'assurer que le rapport est correct sur le plan des faits et que les constatations et les conclusions sont pertinentes, justes et équilibrées.  Le principe d'opportunité implique de préparer le rapport en temps utile pour qu'il soit pertinent pour le ou les utilisateurs prévus.  Le principe d'exactitude et de consultation implique de vérifier l'exactitude des faits auprès de l'entité auditée.  Le principe de contradiction implique d'intégrer les réponses de l'entité responsable, le cas échéant, et de donner des réponses et des évaluations des réponses.  La forme du rapport écrit peut varier en fonction de la situation de l'ISC. Certaines ISC présentent des rapports détaillés et ne suivent pas le format d'opinion. Cependant, une certaine cohérence dans le rapport de l'auditeur peut aider les utilisateurs du rapport à comprendre les travaux d'audit effectués et les conclusions tirées, et à identifier les circonstances inhabituelles lorsqu'elles se présentent. | * Vérifiez si l'ISC a une politique exigeant que les rapports d'audit couvrent les principes énoncés. * Évaluez si des processus, des systèmes, des outils ou des modèles ont été fournis aux auditeurs pour les aider à intégrer correctement ces principes dans les rapports d'audit. * Dans les échantillons de dossiers d'audit sélectionnés, examinez si les principes sont appliqués lors de la préparation des rapports d'audit. |
| 31 | *Structure du rapport pour la mission de rapport direct*  ISSAI 4000/210: Le rapport d'audit doit comprendre les éléments suivants (mais pas nécessairement dans cet ordre):   1. Titre 2. Identification des normes d'audit 3. Résumé exécutif (le cas échéant) 4. Description du sujet et de la portée (étendue et limites de l'audit) 5. Critères d'audit 6. Explication et justification des méthodes utilisées 7. Constatations 8. Conclusion(s) fondée(s) sur les réponses aux questions spécifiques de l'audit ou sur l'opinion. 9. Réponses de l'entité auditée (le cas échéant) 10. Recommandations (le cas échéant) | Le résumé exécutif des travaux effectués et des méthodes utilisées aide le ou les utilisateurs prévus à comprendre la conclusion de l'auditeur. Pour de nombreux audits, des différences importantes dans les procédures sont possibles. Dans la pratique, il est toutefois difficile de les communiquer clairement et sans ambiguïté. Par conséquent, le résumé des travaux effectués et des méthodes utilisées doit donner une brève explication au lecteur sur la manière dont l'auditeur a réalisé l'audit.  La section sur les critères d'audit pourrait mentionner explicitement les lois, la législation, les règles et les règlements utilisés dans l'audit comme critères.  La section sur les constatations inclut la comparaison par l'auditeur des éléments probants obtenus avec les critères énoncés et la manière dont cette comparaison a conduit aux constatations de l'audit.  L'intégration des réponses de l'entité auditée qu'elle est d'accord pour prendre des mesures concernant la question signalée. Discuter des conclusions du projet de rapport avec l'entité auditée permet de s'assurer que celles-ci sont complètes, exactes et présentées de manière équitable.  Concernant les écarts de conformité importants, l'auditeur peut formuler des recommandations s'il existe un potentiel d'amélioration. Il peut être utile pour le ou les utilisateurs que l'auditeur mette en évidence les actions correctives en cours.  Des recommandations constructives et pratiques peuvent contribuer à promouvoir une bonne gestion du secteur public, mais l'auditeur doit veiller à ne pas formuler de recommandations détaillées comme s'il assumait le rôle de la direction, ce qui risquerait de nuire à son objectivité.  Les recommandations peuvent être publiées séparément du rapport, car elles sont généralement rédigées principalement à l'intention de la direction de l'entité auditée. Dans ce cas, les recommandations peuvent être publiées séparément dans une lettre à la direction. | * Vérifiez si l'ISC a une politique ou une méthodologie qui exige l'inclusion de tous les éléments d'un rapport. * Évaluer s'il existe des processus, des systèmes, des directives ou des modèles spécifiques pour déterminer le format des rapports d'audit de conformité, en veillant à ce que tous les éléments requis soient inclus. * Dans l'échantillon de dossiers d'audit sélectionnés, examinez si le rapport d'audit inclut tous les éléments comme suggéré dans l'exigence. |
| 32 | *Structure du rapport pour une mission d'attestation*  ISSAI 4000/218: Le rapport d'audit doit comprendre les éléments suivants (mais pas nécessairement dans cet ordre) :  a) Titre  b) Destinataire  c) Description des informations sur le sujet et, le cas échéant, du sujet sous-jacent  d) Etendue et limites de l'audit, y compris la période couverte  e) Les responsabilités de la partie responsable et de l'auditeur  f) Les critères d'audit  g) L'identification des normes d'audit et du niveau d'assurance  h) Un résumé des travaux effectués et des méthodes utilisées  i) L’opinion/conclusion  j) Les réponses de l'entité auditée (le cas échéant)  k) La date du rapport  l) La signature | Dans certaines ISC, les résultats de l'audit de conformité sont communiqués en même temps que l'audit des états financiers. L'ISC s'assure alors que les exigences sont couvertes soit par des éléments distincts de l'audit de conformité, soit dans le cadre des éléments de l'audit financier. En général, l'auditeur n'inclut pas de recommandations dans le rapport de mission d'attestation. Les recommandations peuvent être émises séparément dans une lettre à la direction. | * Vérifiez si l'ISC a une politique ou une méthodologie qui exige l'inclusion de tous les éléments. * Évaluez s'il existe des processus, des systèmes, des directives ou des modèles spécifiques pour déterminer le format des rapports d'audit de conformité, en veillant à ce que tous les éléments requis soient inclus. * Dans l'échantillon de dossiers d'audit sélectionnés, examinez si le rapport d'audit inclut tous les éléments comme le suggère l'exigence. |
| 33 | *Structure de rapport supplémentaire – ISC dotées de pouvoirs juridictionnels*  ISSAI 4000/221: Dans les ISC dotées de pouvoirs juridictionnels, l'auditeur doit tenir compte du rôle du procureur ou des personnes chargées de traiter les questions de jugement au sein de l'ISC, et doit également inclure, le cas échéant, les éléments suivants dans les missions de rapport direct et d'attestation :   1. L’identification des parties responsables et de l'entité contrôlée 2. La ou les personnes responsables impliquées et leurs responsabilités 3. L'identification des normes d'audit appliquées lors de la réalisation des travaux. 4. Les responsabilités de l'auditeur 5. Un résumé des travaux effectués 6. Les opérations et les procédures, etc., qui sont affectées par des actes de non-conformité et/ou d'éventuels actes illégaux. Cela doit inclure, le cas échéant  * Une description de la constatation et de sa cause. * L'acte juridique qui a été enfreint (les critères d'audit) * Les conséquences des actes de non-conformité et/ou des éventuels actes illégaux.  1. Les personnes responsables et leurs explications concernant les actes de non-conformité et/ou les éventuels actes illégaux, le cas échéant. 2. Le jugement professionnel de l'auditeur qui détermine s'il existe une responsabilité personnelle concernant les actes de non-conformité 3. La valeur de la perte/de l’utilisation abusive/du gaspillage créés et le montant à payer en raison de la responsabilité personnelle. 4. Toute mesure prise par les personnes responsables au cours de l'audit pour réparer la perte/l’utilisation abusive/le gaspillage créés. 5. Les arguments de la direction concernant la non-conformité/les actes illégaux. | Dans les ISC dotées de pouvoirs juridictionnels, le ou les utilisateurs des rapports d'audit de conformité sont le procureur ou les personnes chargées de traiter les questions de jugement au sein de l'ISC.  Pour les actes de non-conformité, les ISC dotées de pouvoirs juridictionnels peuvent établir une responsabilité personnelle ou conclure à la décharge. En général, il s'agit de propositions, et une procédure juridictionnelle rend la décision finale sur la responsabilité personnelle et les sanctions. La responsabilité personnelle peut être mesurée par l'étendue de l'implication dans une transaction non conforme (illégale, inutile, excessive, extravagante, déraisonnable) telle qu'indiquée dans les documents de la transaction qu'il a effectuée.  Dans le rapport, l'auditeur doit expliquer les méthodes appliquées pour déterminer si la personne responsable impliquée dans l'administration, la gestion, l'utilisation ou le contrôle des fonds ou des actifs publics est responsable ou non des actes de non-conformité. | * Ceci est applicable aux ISC dotées de pouvoirs juridictionnels. * Le cas échéant, vérifiez si l'ISC a une politique ou une méthodologie qui exige l'inclusion de tous les éléments. * Évaluez s'il existe des processus, systèmes, directives ou modèles spécifiques pour déterminer le format des rapports d'audit de conformité, en veillant à ce que tous les éléments requis soient inclus. * Examinez dans l'échantillon de dossiers d'audit sélectionnés si le rapport d'audit inclut tous les éléments comme le suggère l'exigence. |
| 34 | ISSAI 4000/225  Lors de la réalisation d'audits de conformité, si l'auditeur rencontre des cas de non-conformité qui peuvent être révélateurs d'actes illégaux ou de fraudes, il doit faire preuve de la prudence et du soin professionnels nécessaires et communiquer ces cas à l'organisme responsable. L'auditeur doit veiller à ne pas interférer avec d'éventuelles procédures judiciaires ou enquêtes futures. | Les ISC ayant des mandats et des structures organisationnelles différents, il leur appartient de déterminer l'action appropriée concernant les cas de non-conformité liés à une fraude ou à des actes illégaux.  L'auditeur peut consulter un conseiller juridique ou les autorités réglementaires appropriées. Il peut également faire part de ses soupçons aux niveaux appropriés de la direction ou aux responsables de la gouvernance, puis assurer un suivi pour s’assurer que l'entité a pris les mesures appropriées.  Un tribunal peut déterminer si une transaction particulière est illégale et constitue une infraction pénale. Cependant, les ISC dotées de pouvoirs juridictionnels peuvent également conclure qu'une transaction particulière est illégale et peut justifier l'imposition de sanctions à la personne responsable et décider de remboursements de fonds, d'actifs détournés et de paiements excessifs ou abusifs.  Bien que les auditeurs ne déterminent pas si un acte illégal constitue une infraction pénale ou s'il y a responsabilité civile, ils ont la responsabilité d'évaluer si les transactions concernées sont conformes aux lois et règlements applicables. Les auditeurs déterminent également si elles constituent des infractions qui conduisent le tribunal à imposer des sanctions ou le remboursement de paiements excessifs ou irréguliers ou d'actifs détournés.  Les ISC dotées de pouvoirs juridictionnels peuvent communiquer les actes illégaux à l'organe de poursuite qui décide si la cour de justice doit traiter l'affaire ou non.  Si des soupçons d'actes illégaux apparaissent au cours de l’audit, l'auditeur peut les communiquer aux niveaux appropriés de la direction et aux responsables de la gouvernance. Les responsables de la gouvernance sont susceptibles d'être des ministères ou des organes administratifs situés haut dans la hiérarchie. Lorsque cela est approprié et raisonnable, l'auditeur peut assurer un suivi et vérifier que la direction ou les responsables de la gouvernance ont pris les mesures appropriées en réponse à la suspicion, par exemple en signalant l'incident aux autorités compétentes chargées de l'application de la loi. L'auditeur peut également signaler de tels incidents directement aux autorités chargées de l'application de la loi concernées. | * Vérifiez si l'ISC dispose d'une politique exigeant des auditeurs qu'ils fassent preuve de prudence et de diligence professionnelle et qu'ils communiquent à l'organisme responsable les cas de non-conformité qui peuvent être révélateurs d'actes illégaux ou de fraude. * Évaluez les processus, les systèmes, les outils et les modèles mis en place pour aider les auditeurs à examiner correctement les relations entre les entités publiques, notamment pour gérer le risque de fraude. * Dans l'échantillon de dossiers d'audit sélectionnés, examinez si les auditeurs ont pris en compte les relations entre les entités publiques dans le processus d'évaluation du risque de fraude. * Examinez, dans l'échantillon des dossiers d'audit sélectionnés, s'il existe des preuves de la communication des cas de non-conformité détectés lors de l'audit, qui peuvent être un indicateur d'actes illégaux ou de fraude, à l'organisme responsable. |

* + 1. Exigence liée au suivi

| No. | Exigence de l’ISSAI 4000 | Explication | Conseils |
| --- | --- | --- | --- |
| 35 | ISSAI 4000/232  L'auditeur doit décider de donner suite aux opinions/conclusions/ recommandations relatives aux cas de non-conformité figurant dans le rapport d'audit, le cas échéant. | Le processus de suivi permet aux ISC de contrôler si des actions correctives appropriées ont été mises en œuvre par la partie responsable pour remédier aux cas de non-conformité identifiés dans un ou plusieurs rapports d'audit précédents. L'ISC doit assurer le suivi de ses recommandations pour être en mesure de fournir aux utilisateurs prévus une mise à jour des actions et des initiatives prises par la partie responsable en vue de la conformité.  La nécessité d'assurer le suivi des cas de non-conformité signalés précédemment varie en fonction de la nature du sujet et de la non-conformité identifiée et des circonstances particulières de l’audit. Dans certaines ISC, y compris les ISC dotées de pouvoirs juridictionnels, le suivi peut inclure la publication de rapports juridiquement contraignants ou de décisions judiciaires. Dans le cas des contrôles effectués régulièrement, les procédures de suivi peuvent faire partie de l'évaluation des risques de l'année suivante. Le suivi peut prendre la forme d'un rapport formel de l'auditeur au corps législatif, ainsi qu'à l'entité auditée ou à d'autres organismes appropriés. D'autres processus de suivi peuvent inclure des rapports, des examens internes et des évaluations préparés par l'entité auditée ou d'autres personnes, ainsi qu'un audit de suivi.  Le suivi répond à de nombreux objectifs pour les trois parties. Il s'agit notamment de   * Pour la partie responsable : Démontre l'efficacité de l'entité auditée à traiter les problèmes. * Pour l'utilisateur prévu : Fournit une mise à jour sur ce qui a été réalisé par la partie responsable et les lacunes existantes, le cas échéant. * Pour l'auditeur : Évalue l'efficacité de son travail. | * Vérifiez si l'ISC dispose d'une politique de suivi pour (a) fournir un retour d'information utile à l'entité contrôlée, (b) faciliter la mise en œuvre effective d’actions correctives et (c) tenir les utilisateurs prévus informés de l'état d'avancement de la mise en œuvre de ses recommandations formulées les années précédentes, le cas échéant. * Évaluez si les processus, les systèmes, les outils, les modèles, etc. permettent à l'ISC (a) de fournir un retour d'information à l'entité contrôlée, (b) d'assurer le suivi de ses recommandations avec l'entité contrôlée ou la partie responsable et (c) de tenir les utilisateurs prévus informés de l'état de conformité des recommandations d'audit de l'année ou des années précédentes. * Dans l'échantillon de dossiers d'audit sélectionnés, il convient d'examiner si le processus de suivi a fonctionné comme prévu. Pour ce faire, il faut (a) identifier l'échantillon de recommandations dans les dossiers d'audit sélectionnés, (b) vérifier comment l'ISC a donné suite à ces recommandations et (c) vérifier si le statut de conformité des recommandations d'audit de l'année ou des années précédentes a été communiqué aux utilisateurs prévus. |

1. Rédaction du rapport d’iCAT relatif à l’AC

**Le rapport d’iCAT**

Le produit final du processus d’iCAT est le rapport. Le rapport comprend les informations recueillies dans l'outil iCAT rempli et l'analyse de ces informations.

Le rapport fournit une image globale des pratiques d'audit de conformité existantes de l'ISC par rapport aux exigences de la norme ISSAI 4000. Il identifie les domaines dans lesquels des efforts de mise en œuvre sont nécessaires pour rendre l'audit de conformité de l'ISC conforme à la norme ISSAI.

L'équipe présente le rapport d’iCAT à la direction de l'ISC pour l'informer des pratiques d'audit de conformité qui sont conformes à la norme ISSAI 4000 et des domaines dans lesquels l'ISC doit prendre les mesures nécessaires pour les mettre en œuvre. Le rapport fournit des recommandations permettant à l'ISC de décider de la stratégie appropriée de mise en œuvre de la norme ISSAI. L'ISC peut lier l’élaboration de cette stratégie à son processus de planification stratégique global en se basant sur les résultats du processus d'évaluation des besoins de mise en œuvre de la norme ISSAI, comme expliqué dans la section 2.

**Considérations concernant la rédaction du rapport d’iCAT**

Considérations concernant la rédaction du rapport d’iCAT

Les messages importants du processus d’iCAT doivent être mis en évidence dans le résumé. La direction de l'ISC peut avoir une bonne vue d'ensemble de la pratique d'audit de l'ISC et des questions qui doivent être traitées pour assurer une conformité totale avec les ISSAI. Le rapport doit indiquer ce qui est en place, les lacunes dans la méthodologie et la pratique, et les raisons de ces lacunes. La direction de l'ISC peut alors décider de ce qu'il convient de faire pour que les pratiques d’audit de l'ISC se rapprochent de la pleine conformité aux normes ISSAI.

Impliquer toute l'équipe dans l'élaboration du rapport

A la fin du processus, l'équipe aurait recueilli suffisamment d'informations sur les différentes exigences. Comme les problèmes identifiés au cours de l'exercice d’iCAT sont probablement interdépendants, si l'équipe iCAT a été divisée pour recueillir des informations, il serait bénéfique que l'équipe travaille ensemble pour préparer le rapport.

Distinguer les questions institutionnelles des questions au niveau de l'audit

Lorsque l'équipe iCAT rend compte de l'état des pratiques de contrôle des ISC, elle doit faire la distinction entre les lacunes liées au niveau institutionnel et celles liées au niveau de l’audit. Par exemple, si le manuel d'audit de l'ISC ne couvre pas un élément d'une exigence, cela peut affecter la pratique d'audit. La correction du manuel doit être abordée au niveau institutionnel. Cependant, il peut arriver que le manuel d'audit couvre tous les aspects de l'exigence. Pourtant, l'auditeur peut avoir omis de l'appliquer lors de l'audit. Par exemple, cela peut être dû à un manque de compétence ou à une mauvaise compréhension des normes. L'ISC peut remédier à ce problème en dispensant une formation aux équipes d'audit.

Considérer les attributs du rapport

Nous recommandons de rédiger un rapport iCAT complet, convaincant, opportun, facile à lire et équilibré.

Un rapport complet comprend toutes les informations et tous les arguments nécessaires pour traiter les questions présentées, tout en étant suffisamment détaillé pour permettre de comprendre l'état actuel des pratiques et des méthodes d'audit, par rapport aux exigences des ISSAI.

Un rapport convaincant est structuré logiquement et présente les situations de manière convaincante, objective et précise.

Un rapport opportun est publié à temps pour que les informations puissent être utilisées par la direction, par exemple comme contribution à la stratégie de mise en œuvre des normes ISSAI ou dans le cadre de l'évaluation des besoins de mise en œuvre des normes ISSAI.

Un rapport facile à lire utilise un langage simple, clair et sans ambiguïté.

Un rapport équilibré inclut à la fois les pratiques d'audit qui sont déjà conformes aux normes ISSAI et les domaines dans lesquels des efforts de mise en œuvre sont nécessaires, et il est impartial dans son contenu et son ton.

**Structure du rapport d’iCAT**

Nous recommandons d'inclure les éléments suivants dans le rapport d’iCAT.

Messages clés

Les principaux messages visant à répondre aux besoins de l'ISC en matière de mise en œuvre des ISSAI pourraient être mis en évidence dans les messages clés. Nous recommandons que cette section soit très brève et ciblée. Cette section doit être destinée à la direction de l'ISC.

La méthodologie d’iCAT et les dispositions d'assurance qualité

Cette section comprend une brève explication de la méthodologie utilisée, des personnes impliquées et des dispositions prises pour assurer la qualité de l'iCAT.

Principales conclusions et recommandations concernant la mise en œuvre des ISSAI relatives à l'audit de conformité

L'équipe iCAT peut rédiger des conclusions et des recommandations clés pour chaque étape du processus d'audit de conformité (planification, réalisation, rapport, suivi), ou l'équipe peut rédiger des recommandations par thème. Il peut y avoir des conclusions et des recommandations qui recoupent différentes étapes de l'audit.

Lors de la rédaction des conclusions, l'équipe iCAT réfléchit à ce qui est en place et à ce qui doit être approfondi pour assurer la pleine conformité aux normes ISSAI applicables en matière d'audit de conformité. La conclusion doit être équilibrée, présentant ce qui est déjà en place en matière de conformité aux exigences et ce qui doit être fait pour atteindre la pleine conformité aux ISSAI.

En utilisant les informations recueillies par le biais de l'outil iCAT, l'équipe iCAT résumera et analysera les données recueillies et établira des liens pour arriver à des conclusions équilibrées et des recommandations réalisables. Par exemple, l'équipe peut constater que pour plusieurs exigences, la supervision de l'audit n'était pas adéquate, et pour cela, l'équipe peut consolider et résumer ces exigences sous un titre commun « Supervision de l'audit ».

En réalisant un iCAT, nous ne cherchons pas à obtenir une conclusion générale. Nous cherchons à identifier les besoins spécifiques en matière de mise en œuvre des ISSAI, afin que l'ISC puisse élaborer une stratégie pour progresser vers une conformité totale avec les ISSAI relatives à l'audit de conformité. Par exemple, au cours de la phase de planification, l'ISC peut être forte dans la sélection des sujets d'audit, mais pas dans la documentation du processus global de planification.

Nous recommandons de rédiger des recommandations pratiques basées sur les résultats des étapes précédentes de l'évaluation des besoins de mise en œuvre des ISSAI et sur les causes des situations trouvées dans l'iCAT. Les recommandations doivent être spécifiques et réalisables et doivent tenir compte du contexte local de l'ISC et des attentes des parties prenantes. Les recommandations peuvent couvrir, entre autres, les domaines de la professionnalisation du personnel de l'ISC, l’amélioration des méthodologies d'audit, les mécanismes de mise en œuvre de la méthodologie, la politique de l'ISC et les systèmes de gestion de la qualité.

Nous recommandons d'inclure des informations sur l'équipe iCAT et la période de l'exercice iCAT en annexe du rapport, par exemple, le format ci-dessous pourrait être utilisé.

|  |  |
| --- | --- |
| Période d'iCAT | [Données de début et date d'achèvement] |
| L'équipe iCAT | | |
| Chef d'équipe | [Nom] |
| Membre 1 de l'équipe | [Nom] |
| Membre 2 de l'équipe | [Nom] |
| Membre 3 de l'équipe | [Nom] |

L'équipe iCAT pourrait également inclure des informations sur l'échantillon sélectionné en annexe. Un exemple de format est présenté ci-dessous.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | Echantillon d'audit 1 | Echantillon d'audit 2 | Echantillon d'audit 3,4 |
| Titre de l'audit |  |  |  |
| Équipe d'audit | Superviseur d'audit  Chef d'équipe  Membres de l'équipe |  |  |

Le rapport iCAT est une partie importante du processus d'évaluation des besoins. Avec la cartographie des pratiques d’audit actuelles des ISC, il fournira des informations précieuses à l'ISC pour formuler sa stratégie de mise en œuvre des ISSAI.

1. ISSAI : Normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques. Les ISSAI sont les normes internationales faisant autorité en matière d'audit du secteur public. <https://www.issai.org/about/> [↑](#footnote-ref-1)
2. <http://www.idi.no/en/idi-library/global-public-goods> [↑](#footnote-ref-2)